

LA ROUMANIE AGRICOLE

APRÈS LA GUERRE MONDIALE

THÈSE pour le DOCTORAT

Ès-sciences Politiques et Économiques.

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1921 à 3 heures 1/2

par

Melle Margareta D. MICHAÏL

Licenciée es Lettres

Président : M. HITIER, Professeur

Suffragants : { MM. SOUCHON, Professeur
PERREAU, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, (5 arr.)

— 1921 —

**La Roumanie agricole
après la guerre mondiale**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

ELENA et COLONEL D. MICHAIL

A MES SŒURS,

VALERIA et CATERINA,

*Je tiens avant tout, à remercier M.M. ANTON
CRIHAN, député de la Chambre Roumaine et EMIL
PETRINI, Secrétaire général du Ministère de l'Agric-
ulture, qui ont bien voulu me fournir de précieux
renseignements grâce auxquels j'ai pu en donner un
exposé plus complet.*

LA ROUMANIE AGRICOLE

APRÈS LA GUERRE MONDIALE

THÈSE pour le DOCTORAT

Ès-sciences Politiques et Économiques.

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1921 à 3 heures 1/2

par

Melle *Margareta D. MICHAËL*

Licenciée es Lettres



Président : M. HITIER, *Professeur*

Suffragants : } MM. SOUCHON, *Professeur*
PERREAU, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunis

F. Pichon et Durand-Auzias, Administrateurs

LIBRAIRIE DU CONSEIL D'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ DE LÉGISLATION COMPARÉE

20, Rue Soufflot, (5 arr.)

— 1921 —

Coup d'œil sur la géographie de la Nouvelle Roumanie

« L'agriculture est l'ame et la base
première des empires.
Des finances fondées sur une bonne
agriculture ne se détruisent
jamais. »

NAPOLÉON.

« Après des mois de luttes héroïques, après plusieurs années d'un véritable martyre, la Roumanie se relève sanglante, épuisée, mais triomphante, ouvrant ses bras aux frères roumains de Transylvanie, du Banat, de la Bessarabie et de la Bucovine. La Terre Roumaine devient la Grande Roumanie. » (1)

La Roumanie actuelle a une superficie de 316.132 km² et une population de 17.393.149, dont 75 o/o environ habite la campagne.

L'agriculture joue donc dans la vie économique du pays un rôle absolument prépondérant. Comme elle est elle-même entièrement dominée par la configuration et la nature du sol, nous croyons nécessaire de donner au début de cette étude, un rapide aperçu de la géographie du pays.

En général le relief est très varié car il se compose d'une zone montagneuse, une zone de collines et une zone de plaines ; grâce à la présence de son large fleuve le Danube, et de la Mer Noire qui favorisèrent les acclimatations, la Rou-

(1) De Martonne : *La Terre Roumaine*.

manie possède une richesse de flore et faune considérable.

La zone montagneuse est formée par les Carpathes qui sont constitués de chaînons parallèles, entre coupés de vallées profondes. C'est là que passent les rivières, qui de la Bucovine et de la haute Moldavie vont porter leurs eaux aux deux principaux collecteurs de cette région, le Pruth et le Sireth. La partie centrale de ce massif représente une des îles primitives autour desquelles, durant les périodes géologiques se concentrèrent les terres roumaines. Massifs cristallins, bordés de sédiments crétaciques et tertiaires, leurs têtes ne dépassent guère une altitude de 2000 m. Dans la partie septentrionale ces Carpathes de la haute Moldavie accusent un relief relativement accidenté. Au fond des gorges, dominées en certains endroits par des sommets presque aigus, roulent les eaux torrentielles qu'utilisent les flotteurs des bois.

Le sud de la chaîne aligne des masses moins élevées, aux mouvements plus doux. Tandis qu'au nord, les passages sont difficiles, à cause de relief, ils se font ici sans encombre.

Au pied du Trotush et contournant les monts du Ciuc, un chemin de fer relie la ligne principale de la Moldavie à la ligne transylvaine.

Les Carpathes méridionales se dirigent de l'Est à l'Ouest. Plusieurs cours d'eau viennent de la Transylvanie, franchissant les passes au pied des hauts massifs.

Le principal d'entre eux, l'Olt, s'introduit entre les monts de Fagarash et les monts du Lotru et coule ensuite directement vers le sud, dans une des plus longues vallées de la Roumanie. Sur les hauts massifs carpathiques s'amoncellent durant le rigoureux hiver roumain, les masses abondantes des neiges. C'est là que s'établissent les réservoirs permanents dont les eaux iront fertiliser le pays des collines et ce-

lui des plaines. Et c'est là aussi que se préparent les pluies nécessaires aux somptueuses récoltes du blé et du maïs. Sur tous leurs flancs, les Carpathes sont vêtus d'immenses, d'opulentes forêts.

Les végétations arborescentes s'arrêtent aux environs de 1800 m. d'altitude. Au dessus commencent les zones des pâturages motagneux et des rochers.

Le domaine forestier est composé de chênes, de hêtres, de charmes auxquels se mêlent les frênes, les bouleaux. A l'altitude de 1700 à 1800 m. environ s'arrête les végétations forestières et on entre dans la région alpine. Elle débute par une zone où croissent les rhododendrons et les génevriers, de même que les pins grimpants. C'est la région des pâturages d'été pour les troupeaux de moutons. Quelques millions de moutons quittent le printemps la plaine et par de lentés étapes se dirigent vers les paturages alpins où ils restent jusqu'à l'automne.

L'écharpe des collines dont les hauteurs sont comprises entre 700 et 200 m. forment en prolongement des Carpathes, une série d'ondulations conduisant au seuil des plaines.

Le passage de la montagne à la colline n'est pas précédé d'une dépression séparatrice. Les collines comme les flancs des montagnes sont couvertes de forêts. Le hêtre, le chêne ainsi que le frêne et l'érable s'y mêlent volontiers. La région des collines a permis par sa disposition en vallées doucement inclinées et par l'abondance de ses eaux permanentes, la concentration des hommes ; cette région est la plus riante du pays.

Enfin vient la zone de la plaine où les accidents de terrains sont si rares et si atténués, qu'on peut franchir des dizaines de kilomètres sans apercevoir autre chose que l'étendue plate. C'est ici qu'on voit les étendues immenses de maïs

aux aigrettes brunes, et les champs d'or de blé. Cette zone est arrosée par les eaux qui venant des Carpathes, traversent la région des collines et s'écoulent vers le Danube dans des lits ordinairement très larges et peu profonds. De place en place quelques lacs salés rappellent les souvenirs géologiques. La plaine n'atteint pas le Danube, elle s'arrête ordinairement à quelques kilomètres de celui-ci, qu'elle domine alors en falaises. Entre cette muraille et le fleuve, s'étend la dépression où les eaux des crues viennent s'entasser, la « lunca », la série de ses lacs, de ses marécages temporaires.

La région des plaines représente pour la Roumanie le sol nourricier. Les monts lui donnent le bois, le pétrole, le sel, en abondance, les mines de charbons, d'or, les carrières des pierres ; enfin, les pâturages, mais c'est de la terre des plaines que sort les plus des revenus nationaux. Lorsqu'on suit à la saison des moissons la ligne ferrée, on voit arriver à chaque petite station, les fils ininterrompus des chariots qui viennent verser au bord de la voie, leur maïs et leur blé ; les paysans entassent les sacs innombrables dont le contenu ira par des routes diverses : Constanza, Galatzi, Braïla, fournir du pain à des millions d'hommes en Occident.

La Dobrodgea est un pays ni très montueux, ni plat ; dans le nord il y a des collines assez élevées, parfois boisées atteignant jusqu'à 400 m.

La Bessarabie s'étend entre le Pruth et le Dniester. La région comprise entre le Sireth et le Dniester formerait une unité au point de vue de la géographie physique.

Dans l'ensemble nous aurions un plateau incliné au sud et plus haut, plus boisé vers le nord. Dans le sud, le plateau devient de plus en plus monotone, de plus en plus plat et on se trouve en présence d'une steppe assez semblable aux plaines de Valachie.

La Bucovine est le pays de montagne et de collines ; celles-ci sont en général boisées ; les vallées sont très peuplées avec de grands troupeaux.

Enfin la Transylvanie apparaît comme une citadelle entourée de plaines de tous les côtés ; encerclée des hautes montagnes, qui sont au sud et à l'est les Carpathes et à l'ouest, le massif de Bihor. De cette citadelle, découlent des eaux dans toutes les directions : la Tissa, le Jiu, l'Olt, le Buzeu. A l'intérieur de ce bassin qui arrose comme une fontaine les plaines voisines, apparaissent des collines assez accidentées. Les montagnes sont aussi variées de même que les collines. La Transylvanie avec le Banat n'est pas seulement un pays agricole, mais elle a aussi des richesses minières variées : du sel, des gaz naturels jaissant avec une force extraordinaire ; des lignites, du charbon et des minerais de fer.

Par la variété de ses aspects et de ses ressources, la Roumanie a quelque chose de l'harmonie de la belle France, dit M. de Martonne.

*
**

Si nous passons aux branches de l'agriculture ce sont surtout les céréales qui forment la vraie richesse du pays. C'est par l'exportation des céréales que la Roumanie a pris place sur le marché mondial. C'est par cette exportation qu'elle jouera demain un rôle important et c'est par elle encore qu'elle payera pendant longtemps toutes les marchandises étrangères dont elle aura besoin et qu'elle réussira à rétablir son change et à consolider sa situation financière.

Par contre aussi, c'est l'agriculture et plus spécialement celle des céréales qui a provoqué en Roumanie toutes les crises économiques, par l'insuffisance plus ou moins grande de la production.

Dans les années de crises agricoles, le budget de l'Etat se solde avec un déficit ; la Banque Nationale est obligée pour défendre son encaisse, d'élever le taux de l'escompte ; le gouvernement pour équilibrer son budget et sauver le crédit de l'Etat, doit faire des économies sévères en réduisant les salaires des fonctionnaires et en recourant à des nouveaux impôts.

Toute variation dans la quantité de la production agricole, fait sentir son influence dans toute l'économie nationale. Nous venons de voir que la prospérité du pays, la solidité du crédit, la force et l'avenir de la Nouvelle Roumanie dépendent en première ligne de l'agriculture.

C'est pourquoi l'étude de l'agriculture après la guerre mondiale nous paraît présenter un intérêt de premier ordre.

Dans une première partie nous verrons quelles sont les richesses agricoles des différentes provinces roumaines ; dans une seconde partie nous examinerons le régime de la propriété rurale avant et après la guerre dans les provinces roumaines, question si étroitement liée à l'agriculture. Nous rechercherons quelles sont les améliorations qui pourront être apportées à la petite propriété rurale, aujourd'hui prépondérante à la suite de la récente expropriation ; nous nous demanderons également si la petite propriété est capable de produire autant que la grande propriété. Nous verrons ensuite comment se pose le problème de la coopération de crédit, de consommation, de production et quelles seront les mesures à prendre en ce sens dans l'avenir pour faire prospérer l'économie nationale du pays.

Nous indiquerons enfin, comment nous apparaît l'avenir économique de la Nouvelle Roumanie.

CHAPITRE I.

SECTION I.

Les richesses agricoles.

L'ancien Royaume

Après la grande guerre, la Roumanie voit s'unir à elle les provinces qui autrefois lui ont appartenu : La Transylvanie, la Bucovine, la Bessarabie.

Avant la guerre la Roumanie était un pays agricole ; après la guerre ce caractère ne fait que s'accroître de plus en plus, car toutes les provinces revenues à la métropole sont également des pays agricoles.

De tout le territoire de la Grande Roumanie qui est de 316.132 km², 25.667.771 ha. forment la superficie agricole et 7.019.075 ha. les forêts.

La superficie agricole est répartie d'après les régions de la manière suivante :

L'ancien royaume : 9.973.663 ha.

La Transylvanie : 5.501.438 ha.

La Bessarabie : 3.617.480 ha.

Le Banat : 2.083.954 ha.

Crisana : 1.956.044 ha.

Maramures : 1.526.622 ha.

La Bucovine : 1.008.570 ha.

Et la superficie des forêts par régions :

L'ancien royaume : 2.086.185 ha.

Ardeal, Banat :

Crisana, Maramures : 4.200.000 ha.

La Bessarabie : 263.000 ha.

La Bucovine : 469.890 ha.

Les forêts occupent 28 o/o de la superficie totale. A ce point de vue, on peut la classer la cinquième parmi les pays d'Europe, car il n'y a que la Suède (50 o/o), la Russie (39 o/o) l'Espagne (32 o/o) et la Bulgarie (31 o/o) qui la dépassent.

La production la plus importante de l'agriculture est celle des céréales.

La prospérité du pays dépend exclusivement de la quantité des céréales qu'il exporte annuellement.

La culture la plus importante est celle du blé ; elle occupait en 1914 une superficie de 2.111.730 ha. ; c'est la culture qui c'est le plus développée.

De 1862 à 1914 on a cultivé en moyenne entre 697.220 hectares et 2.111.730 hectares.

La production par hectare a varié entre 11.8 et 20 hectolitres à l'hectare. Pendant les époques des grandes sécheresses la production descend jusqu'à 5.5 hectolitres à l'hectare. la moyenne générale est de 12.13 hectolitres ce qui est au dessous de la moyenne des pays de l'occident. La cause de cette infériorité est la méthode encore rudimentaire de l'agriculture la diminuation du bétail, le manque des engrais naturels ainsi que le mauvais régime de eaux.

Pour nous rendre mieux compte de l'importance de la production du blé, prenons quelque chiffres comparatifs. En ce qui concerne la superficie cultivée, la Roumanie tenait pour les pays d'Europe le septième rang :

Hectares moyenne 1910-1915

Russie d'Europe	25.147.585
France	6.517.784
Italie	4.755.540
Espagne	3.890.623
Hongrie	3.701.758
Allemagne	1.962.611
Roumanie	1.936.527

En tenant compte de l'étendue de son territoire, la Roumanie tenait le premier rang comme superficie cultivée, de même pour ce qui a trait à la production :

Quintaux moyenne 1910-1915

Russie	173.161.898
France	84.328.070
Hongrie	49.267.429
Italie	48.756.200
Allemagne	41.832.778
Espagne	33.977.680
Roumanie	23.208.675

Sur une exportation de 670.705.335 lei en 1913, les céréales figurent pour 66.68 o/o du total ; en 1912 elles représentaient 75.77, en 1911 la proportion était de 80.62 o/o.

Les quantités exportées sont très variables ; elles dépendent des conditions climatiques et sont naturellement influencées par la sécheresse, assez fréquente en Roumanie. Nous devons ajouter à notre exportation du blé, la farine du blé, dont la fabrication a pris un essor assez grand. Cette farine était exportée principalement en Turquie, en Autriche-Hongrie et en Allemagne.

En tenant compte du fait que la grande masse paysanne de l'Ancien Royaume ne mange pas du pain de blé, on exporte même plus de blé que du maïs.

Le maïs figuré en second rang de nos céréales ; le paysan roumain cultive traditionnellement cette plante. Pour le profit de l'Etat et même pour la santé du paysan, il serait préférable de remplacer cette culture par le blé et la pomme de terre ; le maïs est une marchandise très volumineuse, de très bon marché, mais dont la production demande beaucoup de travail ; au point de vue du paysan, on évitera la pelagra, maladie très répandue parmi eux ; cette maladie est due à la mauvaise qualité du maïs récolté trop tôt.

Après le blé et le maïs viennent l'avoine, l'orge, le seigle, le millet.

Les surfaces cultivées en hectares en 1911, 1912, 1913 sont pour le

	1911	1912	1913
Seigle	131.769	101.244	90.583
Orge	507.201	499.885	562.539
Avoine	401.415	381.785	522.149
Millet	39.409	44.275	54.926

A côté des céréales on trouve des plantes industrielles.

Parmi les principales cultures nous citerons : la betterave de sucre que favorise le climat du pays. Cette culture s'est développée depuis peu de temps, parallèlement au progrès de l'industrie sucrière. Elle est répandue surtout au nord de la Moldavie. Sa surface est encore réduite, à cause du manque des capitaux et de main d'œuvre.

En 1914 elle arrive à 14.785 hectares avec une production totale d'environ 3.000.000 quintaux métriques.

Le rendement à l'hectare varie entre 150 et 250 quintaux. Le chanvre s'étend sur une surface de 4.479 hectares environ ; il est récolté généralement par les propriétaires ; on le trouve presque dans tous les villages du pays.

Le lin se cultive aussi, s'étendant sur 8357 hectares. Il sert en majeure partie au tissage et il est travaillé par le paysan ; la toile très résistante et souvent très fine est employé pour la confection du pittoresque costume national qui malheureusement devient de plus en plus rare ; les importations de coton de fabrique remplace progressivement cette industrie domestique. Cela est une des causes principales de la diminution de la superficie consacrée à ces deux plantes textiles.

Le tabac prospère dans certaines parties de la Valachie où les terrains sont très bons pour cette culture. Il s'étendait en 1914 sur 10.955 hectares ; la culture indigène a été considérablement perfectionnée par l'introduction des grains étrangers.

Enfin les légumineuses et tubercules sont plantés sur 98.450 hectares.

Nous pouvons affirmer que l'agriculture a beaucoup progressé par rapport à ce qu'elle était il y a 50 - 60 ans, mais par comparaison aux pays d'occident elle est encore primitive et fort éloignée d'une culture intensive.

Les forêts. — Une des plus importantes branches de l'agriculture pour l'économie nationale d'un pays, c'est la production forestière.

La Roumanie peut diviser géographiquement sa surface en trois régions, caractérisées d'après la végétation : la haute montagne, les collines et la plaine. Les hauts sommets sont généralement dénudés et c'est seulement dans les parties abritées que commence la végétation.

D'abord on trouve la zone de l'épicéa ; plus bas vers 1000 mètres d'altitude et au dessous de cette hauteur, commence la vraie végétation forestière par de grands massifs sur les flancs des montagnes, le sapin et le hêtre et enfin à la base le hêtre pur.

Les collines commencent à être couvertes par le hêtre pur ou mélangé au chêne qui ensuite constitue à lui seul de très belles forêts vers leur base. Toutes les autres espèces ne se rencontrent que sporadiquement et isolées dans les massifs.

Ces deux régions comprennent les départements qui sont les plus boisés ; deux d'entre eux renferment plus de 80.000 hectares (Neamtz et Tulcea) ; 8 départements de 40.000 à 80.000 ha. ; 8 de 20.000 à 40.000 ha. ; 7 de 10.000 20.000 ha. et 7 de 5000 à 10.000 ha.

Les principales espèces sont : le hêtre, le chêne, l'épicéa, le sapin ; les autres comme : l'orme, le charme, le tilleul, le frêne sont moins répandues.

A 250 mètres d'altitude, point où commence la région de la plaine, on trouve des massifs de chêne de croissance rapide et forte, mélangés avec le frêne et des forêts composées d'essences particulières. Les saules et les peupliers atteignent de grosses dimensions.

Ce sont surtout les forêts de la plaine qui ont été réduites par les défrichements annuels qui étendent le domaine agricole particulièrement dans la propriété privée.

La surface totale du domaine forestier du pays en 1905 ne représentait que 21 0/0 de la superficie du territoire soit : 2.756.000 hectares dont 1.493.000 en propriétés privées, 197.000 en forêts des communes, des institutions de bienfaisance et de la couronne ; le reste appartenait à l'Etat. L'Etat est devenu grand propriétaire à la suite de la secularisation des biens ecclésiastiques en 1864.

Ce domaine était autrefois plus grand, mais il a diminué à cause des exploitations barbares et puis pour obtenir des pâturages, par le feu des ennemis en temps de guerre.

Le manque de moyen de transport a empêché l'exploitation de très vastes forêts des montagnes qui accumulent

d'immenses richesses.

L'arboriculture c'est une branche de l'agriculture très fructueuse. Un historien, le prince Cantemir dans son *Descriptio Moldaviae*, dit que en 1711 les Polonais dans leur invasions, n'apportaient pas beaucoup de provisions, étant sûrs qu'ils trouveront des fruits très abondants en Moldavie.

La majorité des arbres fruitiers occupe la région des collines, avec l'exposition au midi ; quelques espèces descendent bien dans la campagne, ou gravissent la région montagneuse comme le prunier. Ce dernier en nombreuses variétés est cultivé pour ses bons fruits employés en conserves, marmelade et sert surtout à la fabrication de l'eau de vie, très appréciée par le paysan.

L'étendue des prunelais en 1914 était de 78.000 hectares, notamment dans la région des Carpathes de Munténie.

Dans la partie supérieure de la région horticole, à côté du prunier, on rencontre le pommier qui d'ailleurs a sa place dans tous les jardins du pays. Le noyer est répandu dans les petites terres vignobles de préférence, ce qui nuit à la culture rationnelle de la vigne ; le noyer arrive jusqu'à 2,50 m. à 3 m. de circonférence ; ses fruits et son bois qui s'exportent pour la menuiserie à l'étranger, font l'objet d'un commerce important ; des grandes plantations de noyers ont été faites dans les régions montagneuses, impropres à d'autres cultures.

On cultive également le poirier, le cerisier, l'abricotier, le pêcher, etc.

La culture des abrisseaux est encore négligée : on trouve les noisetiers, le framboisier à l'état sauvage, grimpant les côtes des montagnes.

Bien que la Roumanie soit un pays essentiellement agricole, elle a vu les premiers établissements horticoles instal-

lés par des étrangers.

Depuis quelque temps, l'Etat est intervenu pour la création de quelques pépinières et de sections d'arboriculture dans les écoles d'agriculture, un progrès sensible a été réalisé dans cette direction.

L'élevage. — Des plus anciens temps, l'élevage formait une importante préoccupation du peuple roumain ; de nos jours il a perdu l'importance qu'il occupait autrefois dans l'économie nationale.

Ce changement a été déterminé par l'augmentation de la culture des céréales dont les produits permettent par la suite de la hausse des prix, la réalisation d'un plus grand bénéfice ; il est dû aussi à la politique douanière faite par l'Autriche-Hongrie, dans l'intention de protéger l'élevage hongrois.

Parmi les animaux domestiques, c'est l'espèce ovine qui prend le premier rang ; on comptait environ 5.900.000 moutons et chèvres en 1913. C'était en Dobrodgea que cet élevage prospérait par excellence, représentant un nombre de 950 têtes pour 1000 habitants. La guerre actuelle a diminué considérablement leur nombre. Les ennemis en ont volé une grande partie.

On peut espérer que dans l'avenir les prairies de la Dobrodgea verront les bergers originaires de la Transylvanie avec leurs nombreux moutons. Ces paysans qu'on appelle *mocani*, ont de père en fils comme occupation principale l'élevage des moutons. Ce sont les plus riches paysans du pays entier.

Les principales races ovines sont : les merinos-spanca, la tzurcana, à laine longue et épaisse, la race brumaire, dont la fourrure d'agneau à l'aspect d'astrakan est employé pour la confection des vestes sombres et des beaux bonnets four-

rés que portent les paysans ; la tzigaiïa, blanche et noire dont la laine qui est plus fine est très recherchée par le commerce.

Le nombre du gros bétail a considérablement diminué depuis la guerre et on attend une importation de la Transylvanie. L'élevage de l'espèce porcine est en accroissement.

La pêche. — Le poisson se trouve en quantité dans presque toutes les rivières, lacs et étangs. Le Danube offre une mine inépuisable de pêche pour la Roumanie. Au long du Danube un grand nombre de villages sont formés exclusivement par des pêcheurs ; puis viennent les pêcheries de la Mer Noire et celles des rivières de la plaine et de la montagne. Le poisson se consomme généralement frais, quelquefois salé et séché.

Les espèces les plus abondantes sont : la carpe, le brochet, le sterlet, le saumon.

La production annuelle s'élève à 13 et 14 millions de kgr. Le poisson fait l'objet d'un commerce extérieur de quelques millions de francs par an.

D'autres branches de l'agriculture, comme la sériciculture, l'apiculture, se trouvent encore dans un état rudimentaire. La sériciculture est une occupation secondaire des paysans.

On la pratiquait pour les nécessités domestiques du tissage, des étoffes souples et légères ou pour orner le costume national avec des broderies fines en soie.

L'exportation des produits sericicoles s'élevait à environ quatre millions de francs, il y a deux siècles, mais aujourd'hui cet élevage est en décroissance par suite des ravages de la fièvre.

Actuellement c'est en Valachie que cette culture est le plus répandue ; le nombre des cultivateurs du Royaume qui s'y

adonnait, s'élevait à 39.320 en 1913.

L'apiculture est encore rudimentaire. Les beaux champs ou les fleurs et les plantes aromatiques abondent, permettraient à l'avenir une production plus rationnelle et plus intensive.

SECTION II.

La Transylvanie

D'après la statistique agricole officielle de 1895 qui paraît être la plus complète, la superficie de 122,278 km². est employée de la manière suivante : le terrain arable, de 33,9 o/o ; les forêts 33,8 o/o, par conséquent chacune occupe un tiers de la superficie totale et toutes les autres exploitations à peine occupent un tiers : les prairies 12,3 o/o, le pâturage 13,8 o/o, les vignes 0,6 o/o et le terrain improductif 3,9 o/o de la superficie totale.

D'après les statistiques de 1910, la superficie des terres arables est de 4.434.304 hectares ; par conséquent il y a une augmentation de 300.749 hectares par rapport à la statistique de 1895, on leur a sacrifié les pâturages et les prairies.

Les cultures les plus répandues sont : le blé et le maïs. Prenant les trois régions : l'Ardéal, Banat et Crisana avec Maramures, nous constatons que le blé est semé surtout en Banat c'est-à-dire 631 mille hectares ce qui revient à 47 o/o du total de la culture du blé ; puis Crisana avec Maramures avec 400 mille hectares c'est-à-dire 30 o/o et ensuite l'Ardéal avec 303 mille hectares ou 23 o/o.

Les départements qui cultivent le plus de blé sont : en Banat, le Torontal avec 345 mille hectares ; Timis 212 mille

hect.; dans la partie du nord de Mures: les départements Bihor avec 148 mille et Arad avec 122 mille hect. En Ardeal nous avons les départements Hunedoara avec 37 mille hect., Cojonca avec 33 mille. C'est en Maramures que la culture du blé d'automne est la plus réduite, où il y en a eu à peine 1063 hect., puis en Ardeal dans les départements Ciuc avec 2400, Brasov 5800 et Fagaras avec 8000 hect.

Le blé de printemps est le plus cultivé en Ardeal, Cluj, Turda-Aries, Hunedoara, ce qui représente ensemble 65 o/o du total de la culture du blé de printemps.

Le seigle. — C'est le seigle d'automne plus répandu, dans la proportion de $\frac{2}{3}$ à $\frac{1}{3}$ par rapport à celui du printemps. Cette culture est la plus répandue dans le Nord du Mures où on cultive 80.200 ha. c'est-à-dire 53 o/o du total.

Le méteil. — Cette culture est étendue dans tous les départements de la Transylvanie.

Dans l'ancien royaume elle n'est pas connue. Elle occupe surtout le territoire entre les Monts de l'ouest et la Tissa où on a semé 25.000 ha., c'est-à-dire 80 o/o du total de la culture.

L'orge est cultivé surtout en Bihor avec 21.400, Arad 10.400, Torontal 11.900 et Trei Scaune 10.100 ha.

L'avoine. — Après le blé et le maïs, vient l'avoine qui occupe une grande étendue.

Cette culture est plus répandue en Ardeal où il y a 167.000 ha. c'est-à-dire 45 o/o, puis Crisana et Maramures avec 30 o/o et enfin le Banat avec 25 o/o du total.

Le pois, la lentille, sont cultivés seulement pour les besoins familiaux.

La culture du maïs la plus répandue est en Banat, puis en Ardeal et moins en Crisana et Maramures. Le Banat 505.000 ha. c'est-à-dire 41 o/o, l'Ardeal 423.000 ou 33 o/o du total de la superficie cultivée avec du maïs.

Les pommes de terre sont cultivées surtout en Ardeal et Maramures et très peu en Banat. En Ardeal elles occupent 39.200 ha. ou 40 o/o, Maramures 40.000 ha. ou 41 o/o et en Banat seulement 17.000 ha., c'est-à-dire 19 o/o.

La betterave pour la nourriture du bétail se cultive sur une plus grande échelle que l'autre, c'est-à-dire dans la proportion de 2/3 à 1/3.

Le tabac est répandu surtout en Crisana, occupant 7240 ha. c'est-à-dire 71 o/o.

En Banat 2843 ha. et en Ardeal seulement 191 ha. ou 1.8 o/o du total de la culture.

Parmi les plantes textiles, le chanvre occupe la première place, étant cultivé sur une étendue de 25.100 ha. surtout en Crisana et Maramures.

La production moyenne à l'hectare pour les produits les plus importants est :

Pour le blé elle a été en 1910 de 13.4 quintaux métriques et a varié entre 10.8 et 17.2. La production moyenne en Ardeal est de 12.6 quintaux métriques.

La production moyenne de seigle a été inférieure à celle du blé et est arrivée en moyenne 12.4 quintaux métriques, variant entre 9.4 et 16.3. Une production plus grande que 14 quintaux à l'hectare on trouve en Ardeal, à Sibiu 16.3, Brasov 15.5, Fagaras 14.1 ;

La production de l'orge varie beaucoup d'un département à l'autre dans toute la Transylvanie. Ainsi nous avons en Ardeal une production de 8.7 quintaux à 16.6, en Banat 8.9 à 17.4 ; en Crisana et Maramures 8.6 à 14.7 quintaux.

La production la plus grande à l'hectare est en Ardeal dans les départements de Brasov 16.7, Fagaras 16.6, Sibiu 15.1.

L'avoine présente les mêmes oscillations que la produc-

tion de l'orge. En moyenne il semble que la production de l'Ardeal surpasse les autres. La production moyenne à l'hectare varie entre 6.5 quintaux.

Le maïs a donné une plus grande moyenne, 18 quintaux métriques. La production varie entre 13.5 et 25.4. C'est en Banat qu'on a obtenu la plus grande moyenne.

Pour avoir une idée de la valeur des récoltes en Transylvanie, nous donnons le tableau suivant, valeurs en couronnes :

Blé d'automne et printemps..	347.386.000	Couronnes
Maïs.. .. .	261.874.000	"
Seigle.. .. .	26.106.000	"
Orge.. .. .	19.231.000	"
Avoine.	49.287.000	"
Pommes de terre	30.730.000	"
Lucerne, trèfle	36.398.000	"

L'apiculture est très répandue dans tous les départements. Il y a 4521 communes qui s'en occupent, ayant 296.930 ruchers. La quantité totale du miel a été en 1910 de 26.227 quintaux et celle de la cire de 1.403 quintaux. La valeur totale de ces deux produits est de 2.483.668 couronnes.

L'apiculture est très répandue dans tous les départements : Arad, Caras-Severin, Timis et Torontal. Les vers à soie sont élevés dans 795 communes, qui produisent 696.164 kgr. de cocons de soie dont la valeur est de 1.422.816 couronnes.

Les vignes ont été en grande partie détruites par le phylloxera. Pour lutter contre celui-ci on emploie la replantation en plantes américaines, le traitement par la sulfure de carbone, chaque année, la plantation des vignes dans les terrains sablonneux où le phylloxera ne peut pas vivre.

Les vignes les plus nombreuses sont en Arad et Bihor où

elles dépassent 7000 hect. puis Timis avec 3000, Torontal, Alba de Jos avec 2000 hect. ; le reste des départements ont moins de 100 hect.

La culture des vignes est mieux représentée dans les départements des Monts Apuseni et Tissa, parce que dans cette région on en cultive 30.155 hect., soit 71.4 0/0 du total, tandis qu'en Ardeal on ne cultive que 12.000 hect. ou 28.6 0/0. Cela est dû en grande partie au climat qui est plus favorable dans cette région qu'en Ardeal et en second lieu aux associations viticoles et au concours donné par l'Etat.

La production des vignes à l'hectare varie entre 1.33 à 22.98 hectolitres pour la région entre les Monts Apuseni et Tissa et entre 1.54 et 16.44 hectolitres pour la région de l'Ardeal.

Chaque année on vend une quantité d'environ 14.682 quintaux de raisins. La valeur totale du vin et des raisins vendus en 1910 a été de 25.401.982 couronnes.

D'après la statistique de 1910 la superficie des prairies a été de 1.483.644 hect. et celle des paturages de 1.752.096 hect. Faisant la comparaison avec la statistique de 1895, nous voyons que ces superficies sont diminuées. Cette diminution s'explique par la transformation des prairies en terrains arables ce qui est confirmé par l'augmentation des terrains arables et en ce qui concerne les paturages, l'Etat a imposé aux différentes institutions et même aux particuliers de boiser certains terrains.

Pourtant en 1910 les paturages et prairies représentent une superficie de 3.235.740 hect. ou 26.4 0/0 de l'étendue totale. Si nous ajoutons les 9.51 0/0 du terrain arable occupé par les plantes fourragères, on a pour l'élevage des animaux 35.91 0/0 du total de l'étendue. Cela montre l'intérêt apporté par les agriculteurs avec le concours de l'Etat à l'améliora-

tion de cette branche de production dans l'économie rurale, cela étant aussi nécessaire pour une agriculture moderne, rationnelle.

La statistique de 1914 donne le nombre d'animaux par ménages, par catégorie et par départements ; chaque famille a d'après le tableaux de la statistique :

Animaux à cornes		2,69	têtes
Chevaux		0,80	"
Porcs		2,17	"
Moutons		4,63	"
Chèvres		0,29	"

Total 10,58 têtes

C'est en Ardeal qu'on trouve le plus grand nombre des bœufs. En Banat les chevaux sont les plus répandus ; en Banat et Maramures ce sont les porcs ; les moutons en Ardeal et Banat et les chèvres en Maramures.

Pour chaque famille on trouve dans les trois régions : Maramures et Crisana, Banat et Ardeal, le nombre suivant d'animaux :

	Maramures	Banat	Ardeal
	Crisana		
Bœufs	2,68	2,12	3,25 têtes
Chevaux	0,76	1,41	0,47 "
Porcs	2,46	2,88	1,54 "
Moutons	3,00	5,33	5,39 "
Chèvres	2,30	0,32	0,31 "
	11,20	12,06	10,96 têtes

L'élevage des bêtes à cornes a été augmenté en vue de la production du lait, pour la viande et pour le travail agricole.

Le nombre total des bêtes à cornes en 1910 a été de 2.391.655. En Transylvanie on trouve les plus beaux animaux d'Europe. L'Etat s'était beaucoup intéressé à cette branche de l'agriculture en introduisant des races nouvelles, adaptables au sol et au climat et en améliorant les races autochtones. Il a donné un grand développement à ses fermes, a distribué pour des prix insignifiants aux particuliers des animaux susceptibles d'améliorer leurs races qu'ils élevaient. Il a fait des expositions régionales et a accordé des prix à ceux qui s'occupaient d'une façon plus intensive de l'élevage du bétail.

Les forêts. — D'après la statistique de 1910 la superficie totale des forêts était de 4.114.888 hect. Elles sont réparties de la manière suivante :

Forêts de chêne 966.680 hect. ou 23.5 o/o

Forêts de hêtre 2.168.183 hect. ou 52.7 o/o

Forêts de sapin 979.995 hect. ou 23.8 o/o

On trouve le chêne surtout dans la région entre les Monts Apuseni et Tissa ; il abonde surtout en Ardeal avec 398.000 hect. puis en Crisana et Maramures avec 183.000 hect. ou 19 o/o du total des forêts de chêne.

Le hêtre est répandu surtout en Ardeal soit 52 o/o, puis Crisana, Maramures avec 658.000 hect. ou 30 o/o et Banat 409.000 hect. ou 18 o/o.

Le sapin appartient exclusivement à l'Ardeal ayant 77 o/o du total des forêts des sapins.

SECTION III.

La Bessarabie

La superficie de Bessarabie est de 4.176.461 desetines (1) y compris les rivières et les lacs.

Nous avons comme terre labourable 3.834.824 desetines dont 2.319.770 seulement sont cultivés.

En 1902-1911 la moyenne du terrain ensemencée en céréales a été de 2.126.446 desetine, d'après les données du Comité central de statistique de Petrograd.

La récolte moyenne a été de 120.088.500 pouds (2). Le tableau suivant nous donne des chiffres sur la superficie de terre cultivée ainsi que sur la récolte des céréales les plus importantes :

(1) Une desetine : 1.092 hectares

(2) 1 pouds : 16.330 kgr.

TABLEAU

Nature des. céréales	Année 1911	La moyenne pour 1902-1911
Maïs.	surface	645.841 desetines
	recolte	40.523 pond\$
Orge.	surface	489.250 desetines
	recolte	27.013.300 ponds
Blé d'automne et d'été.	surface	719.815 desetines
	recolte	36.343.500 ponds
Seigle	surface	193.716 desetines
	recolte	11.149.500 ponds
Avoine	surface	66.575 desetines
	recolte	4.502.500 ponds
Autres céréales. . . .	surface	11.609 desetines
	recolte	556.000 ponds
Moyenne d'une desetine. . .		56.5 ponds

De toutes ces sortes de céréales on a employé : 31 o/o du total de la récolte pour l'approvisionnement de la population ; 8.8 o/o pour l'encémencement et il est resté pour la mise en vente 96.383.400 pouds, c'est-à-dire 60.1 o/o. L'excédent des céréales est en partie exportée ou transformée en farine ou enfin employé dans les fabriques d'alcool et de bière.

En dehors de la culture des céréales, on pratique en Bessarabie d'autres cultures dont les plus importantes sont : la viticulture, l'arboriculture, l'élevage du bétail, la culture du tabac, le jardinage, la culture de betterave, la pêche, l'apiculture et la sericiculture.

La viticulture occupait en 1909 un terrain de 90.000 desetines et chaque desetine avait environ 1000 ceps, ce qui donnait un total de 90.000.000 ceps de vigne. La récolte atteignait le chiffre de 18.000.000 vedres (3) de vins.

On cultive différentes sortes de raisins ; des espèces indigènes comme la plavaia (blonde), mustoasa, rara-neagra (rare-noire), busuioca (raisin-muscat), ainsi que des espèces étrangères.

On consomme à l'intérieur du pays environ 30 o/o de la production de vin et le reste soit 70 o/o est exporté.

L'arboriculture comprend en Bessarabie une étendue de 41.000 desetines. On y cultive des pommiers, des poiriers, des noyers, des pêches, des abricotiers, des cognaniers. Nous ne possédons pas d'indications précises en ce qui concerne la production totale de l'arboriculture.

En ce qui concerne le jardinage, ce sont les Bulgares qui s'en occupent le plus, d'ailleurs comme en Dobrodgea ; les Lipovans s'occupent surtout des melonnières. En moyenne une desetine de jardin potager rapporte en temps normal un

(1) 1 vedra : 12.200 litres.

bénéfice de 1000 roubles. Le nombre des jardins potagers et des melonnières était arrivé en 1909 à 68.000 sur une étendue de 32.959 desetines.

La culture du tabac a été assez développée en Bessarabie et rapportait à la population un revenu important ; mais elle a beaucoup baissé à cause des différentes maladies qui ont atteint la plante. Quelques milliers de familles paysannes furent privées des revenus que leur rapportait cette occupation.

Quoique la technique de l'apiculture soit assez primitive, elle est tout de même développée. Il y a eu en 1910, 3765 ruchers avec 58.406 ruches et on a vendu 15.071 pouds de miel et 3175 pouds de cire. Le revenu général des apiculteurs est arrivé en 1909 à 230.000 roubles.

La pêche se fait dans le Danube, le Nistre et le Pruth, ainsi que dans les lacs et les marais dans les environs de Danube. Les centres les plus importants de l'exportation du poisson sont : le bourg Valcov, la ville d'Ismaïl et la petite ville de Chilia-Noua. A Valcov plus de 2000 habitants s'occupent de la pêche.

Le poisson le plus répandu dans le commerce est la carpe, le brochet, l'esturgeon, la morue, le hareng, etc. C'est une branche d'activité qui promet de très riches revenus à l'avenir.

L'élevage était autrefois c'est-à-dire au XIX s. très florissant, mais il a commencé à baisser sensiblement avec le développement de l'agriculture et la disparition des herbages.

Pour l'année 1919 le total des bêtes a été de 2.719.374. Les troupeaux de brebis occupent la première place. Le lait des brebis est employé à la fabrication du fromage frais et du cascaval, sorte de gruyère.

Les bêtes à cornes les plus importantes sont les bœufs et

les buffles et les races répandues sont : la race moldave, ukrainienne et balkanique. En 1909 il y avait 537.533 bœufs ; on avait exporté 59,415 bêtes. Le nombre de chevaux a sensiblement augmenté à cause de la tendance visible qu'ont les paysans de remplacer les bœufs par des chevaux.

Enfin l'élevage des porcs avait en Bessarabie un caractère plutôt commercial. Il y avait en 1910, 474.853 têtes :

La Bessarabie est un pays fort riche d'après ce que nous venons de voir : en vigne, pêcheries, céréales et tabacs. L'exportation dépasse sensiblement l'importation. Ainsi en 1913 l'importation a été de 128.000.000 lei et l'exportation de 250.000.000 lei (1).

La production des plus importantes richesses a été en 1913

Blé	300.000 wagons,
Vins	3.000.000 hectolitres,
Tabacs	3.500.000 kgr.

On voit d'après ces chiffres que la Bessarabie contribuera dans une large mesure à l'augmentation des richesses du pays. Seule la Bessarabie pourra mettre à la disposition de l'exportation annuelle du pays 170.000 wagons de céréales. (2)

SECTION IV.

La Bucovine

La Bucovine est le pays du hêtre. 45 o/o de sa superficie est couverte d'immenses forêts. Quoique la production an-

(1). Pelivan. *La Bessarabie*.

(2). Pelivan. *La Bessarabie*.

nuelle du bois fut considérable avant la guerre, la Bucovine n'a pas beaucoup profité de ses richesses naturelles, car tout le bois était exporté sous forme brute en Allemagne surtout, pour revenir ensuite en Bucovine sous formes d'objets fabriqués. Au point de vue économique, ce pays fut laissé sous la domination autrichienne au second plan, car tout ce qu'il fallait pour la consommation intérieure de la province lui venait de Bohémie à des prix très avantageux.

La Bucovine pourra devenir un pays industriel très important, grâce à ses cours d'eau rapides qui pourront être employés comme force motrice, on pourrait facilement ainsi travailler le bois ; les belles récoltes de pommes de terre pourront servir à la fabrication de l'acool ; de nombreux troupeaux aideront à la création de diverses industries ; mais pour que la Bucovine puisse procurer à l'ensemble du pays son concours dans la mise en œuvre des richesses nationales, il faudrait que l'Etat intervienne, par la distribution des machines, par différents encouragements.

Jusqu'à présent on ne s'est intéressé surtout qu'à la Transylvanie, laissant au second plan la Bucovine et même la Bessarabie et d'ailleurs cela s'explique par ce fait que c'est la Transylvanie qui contient les plus grandes richesses naturelles.

CHAPITRE II.

Le régime de la propriété rurale avant la guerre

SECTION I.

L'ancien Royaume

Une question qui touche de près l'agriculture du pays, est la répartition de la terre, le régime de la propriété rurale.

Nous donnerons seulement un bref aperçu sur la situation avant la guerre, dans toutes les provinces roumaines pour voir si une réforme agraire était nécessaire dans le pays entier. Nous insisterons un peu plus sur la situation dans les provinces revenues à la métropole, car c'est la première fois qu'on s'occupe ici de ce problème et nous dirons très peu sur la question dans l'Ancien Royaume, étant souvent traitée.

Començons donc par la situation agraire dans l'Ancien Royaume.

La statistique officielle sur la répartition agraire nous donne les chiffres suivant : (1)

(1) Creanga. La propriété rurale en Roumanie.

Catégorie de de propriété	Nombre de prop.	Étendue en ha.	Prop. %
Propr. jusqu'à 10 ha.	920.939	3.153.645	40.29
Propr. de 10 à 50 ha.	36.318	693.953	8.89
Propr. de 50 à 100 ha.	2.405	166.847	2.13
Propr. de 100 à 500	3.314	816.385	10.43
Propr. de 500 à 1000 ha.	1.122	803.084	10.26
Propr. de 1000 à 3000 ha.	771	1.236.420	15.80
Propr. de 3000 à 5000 ha.	112	434.367	5.55
Au desus de 5000 ha.	66	520.095	6.65

Nous avons donc la petite propriété avec plus d'un million de paysans possédant trois millions d'hectares, d'autre part une propriété moyenne de 50 à 100 ha. très mal représentée, qui occupe 2.13 o/o de l'étendue cultivable du pays ; en haut, cinq mille grands propriétaires possédant quatre millions d'hectares. La répartition de la terre est donc très viciée et on peut, sans hésiter, proclamer qu'il existe en ce pays la *latifundia*.

Ce régime produit des effets désastreux et multiples. En premier lieu, la petite propriété a été souvent empêchée dans son expansion. Le paysan qui a quelques économies, difficilement peut trouver des terres à acheter ; les propriétés qu'il est susceptible d'acquérir sont plus nombreuses et chères. En second lieu, la grande propriété a empêché tout progrès de l'agriculture chez les paysans, ceux-ci devant négliger la culture de leurs terres à eux, insuffisantes à les nourrir. De là, le faible rendement de la propriété paysanne vis-à-vis de la grande.

Nous reviedrons à cette question lorsque nous nous occuperons d'un problème très important pour l'avenir, de savoir si la petite propriété prédominante de nos jours, pourra produire autant que la grande propriété ou sera un danger pour l'ensemble de la production du pays.

En troisième lieu, la grande propriété commençait à être

une cause grave du dépeuplement de la campagne par les paysans. Cela serait un danger au point de vue de l'agriculture, pour un pays qui est éminemment agricole. Enfin les familles en se multipliant sans pouvoir augmenter aussi l'étendue de la terre pour les nourrir, se trouvaient réduites à la misère.

Si les propriétés sont concentrées, les exploitations le sont plus encore. Le développement des relations du pays avec l'Occident, rendit avide l'ancien seigneur-propriétaire, de connaître ce monde, d'en goûter les plaisirs. Il se mit à voyager et fixa même souvent sa résidence à l'étranger ; d'autres propriétaires se fixaient dans la capitale ou dans les villes du pays pour y faire de la politique. Ce genre de vie comportait la nécessité d'un budget fixe et dans ce but, le propriétaire céda sa terre contre une rente annuelle à un intermédiaire, le fermier, se débarrassant ainsi de toute préoccupation.

Les statistiques nous montrent que la grande propriété est affermée dans la proportion de 60.20 o/o (2.293.961 ha.) sur 3.810.351 ha. De cette étendue affermée 825.503 ha. ou 36.3 o/o le sont à des étrangers. C'est surtout dans la Moldavie que les étrangers, ont pris de grandes étendues de terre en fermage. En outre, quelques fermiers ont pris en fermage plusieurs terres, réunissant des étendues de millions d'hectares, constituant ainsi de véritables trustes,

Le paysan obligé d'aller travailler chez le fermier, devait accepter un salaire souvent trop modique et à la première tentative de grève de sa part, le fermier cherchait en Autriche les ouvriers agricoles dont il avait besoin.

On voit donc le manque d'équilibre dans le partage de la terre, les inconvénients pour la classe paysanne et même pour l'économie entière du pays.

SECTION II.

**Le régime de la propriété rurale
en Transylvanie**

La Transylvanie fut un des berceaux du peuple roumain, à côté de l'Olténie, du Banat et Maramuresh. C'est de ces quatre régions que le peuple roumain s'est ensuite répandu dans les autres contrées qui forment aujourd'hui la Grande Roumanie. Dans ce coin de terre roumaine, le peuple s'était adonné à l'agriculture ; nombreux étaient les bergers, menant leur beau troupeau jusqu'aux sommets des montagnes transylvaines. Ils possédaient tranquillement la terre, les eaux, les forêts, jusqu'au jour de l'invasion hongroise.

Ceux-ci cherchent avec le temps à les dénationaliser et à les réduire à l'état de serfs. Nombre de propriétés ont été confisquées par eux pour des motifs religieux. Les Saxons furent introduits dans la Transylvanie par les rois de Hongrie pour peupler les plaines abandonnées par les Roumains au jour de l'invasion : ceux-ci s'étant retirés dans les montagnes, les Saxons sont devenus de grands propriétaires non seulement des terres où ils ont créé des villes et des villages, mais aussi des flancs des montagnes, se déclarant propriétaires ainsi de nombreux monts roumains.

Les Saxons ont toujours été appuyés par ce concours de la noblesse hongroise qui possédait de vastes domaines dans les plaines.

Avec le temps, les Roumains, jadis propriétaires de toute la Transylvanie, deviennent des serfs, n'ayant comme moyen d'existence que leur travail loué à d'autres. Dans les derniers temps, les montagnes qui appartenaient encore aux

Roumains, les propriétés des communes roumaines, leurs paturages, furent soumis au régime des restrictions par l'Etat hongrois et de cette façon on a vendu beaucoup de forêts roumaines aux sociétés étrangères pour l'exploitation et pour l'industrie du bois ; de même des concessions ont été accordées aux étrangers sur les terres des paysans roumains pour l'exploitation des mines et ainsi il est arrivé que l'Etat et les sociétés étrangères ont acheté pour des prix dérisoires les propriétés roumaines et toutes les richesses minérales qui en faisaient partie.

Les propriétés se trouvent dans des mains très différentes : elles appartiennent à l'Etat, aux communes et villes, aux écoles, aux différentes fondations, à l'église romano-catholique, greco-catholique, greco-orientale, à l'église réformée, aux communautés religieuses juives, aux écoles de l'Etat, aux associations, corporations, chemins de fer, enfin les fidei-comms. De toutes les églises, c'est l'Eglise orthodoxe qui a le moins des propriétés n'ayant que 29.838 jugare cad. (1) tandis que l'église des Saxons possède plus de 45 mille jug. cad. bien qu'ils soient très peu nombreux par rapport aux Roumains et cela parceque l'Etat Hongrois a pris toujours la part des Saxons. L'église réformée possède 49.159 jug. cad.

Nous voyons donc que même au point de vue de la propriété des églises, d'après la répartition des confessions, le peuple roumain a été le plus persécuté.

Voyons maintenant comment sont réparties les exploitations agricoles dans ces territoires. MM. Valeriu Popa et Nicolae Istrate (2) ont distingué cinq catégories d'exploitations : des exploitations très petites ayant moins d'un jugare cad. ;

(1) Ingare cadastrale : 1/2 hectare.

(2) Transylvanie, Banat, Crisana, 1915.

elles sont au nombre de 243.732 ou 22 o/o ; des exploitations petites de 1 à 20 jug. cad. au nombre de 730.453 ou 66.25 o/o ; des exploitations moyennes de 20 à 100 jug. cad. au nombre de 118.456 ou 10.75 o/o ; des exploitations moyennes de 100 à 200 jug. cad. au nombre de 4524 ou 0.41 o/o ; et enfin de grandes exploitations dépassant 200 jug. cad. au nombre de 5355 ou 0.48 o/o du total des exploitations. Le total est donc de 1.102.520 exploitations agricoles. Nous observons que les petites exploitations agricoles de 1 à 20 jug. cad. sont les plus nombreuses. D'après les régions, c'est en Transylvanie qu'on trouve le plus grand nombre de ces petites exploitations ; les grandes exploitations agricoles sont en Crisana et Maramures ; les moyennes entre 20 et 100 jug. cad. sont plus nombreuses en Transylvanie et Maramuresh et les petites exploitations entre 1 et 20 jug. cad. se trouvent surtout en Transylvanie et dans le Banat.

Les exploitations, même les plus grandes sont dirigées par leur propriétaire, le système d'affermage étant très peu répandu en Transylvanie, surtout parmi les Roumains et s'élevant seulement à 6.73 o/o du total des exploitations.

Les Roumains de Hongrie n'étaient pas les maîtres de la grande propriété : peu de domaines de quelque étendue étaient entre leurs mains. Ils possédaient en échange, beaucoup de propriétés moyennes et petites et dans le dernier temps, avant la grande guerre, ils ont fait à ce point de vue des progrès importants dans la plupart des « comitats » qu'ils habitaient.

La revue maghyare « Köztelek », organe du parti agrarien de Hongrie constatait, il y a quelques ans, que beaucoup de propriétés ayant appartenu aux Maghyars ont passé entre des mains roumaines et elle écrivait que le nouveau propriétaire Valaque étant économe et persévérant est à même de

lutter avec des charges beaucoup plus fortes que celles qui ont ruiné l'ancien propriétaire hongrois prodigue.

Il est vrai, malgré les charges qui pesaient lourdement sur eux, la situation des paysans roumains s'est grandement améliorée, dans les derniers temps, grâce aux économies réalisées par ces nombreux travailleurs qui allaient chercher fortune aux Etats-Unis, et grâce aux institutions de crédit foncier avec capital roumain établies dans presque tous les comitats.

SECTION III.

Le régime de la propriété rurale en Bessarabie

Avant la guerre en Bessarabie, comme dans l'Ancien Royaume, existait le régime des *latifundia*, mais à la différence de ce qui se passait dans la métropole, ces grandes propriétés appartenaient à des étrangers venus de tous les coins de la Russie et n'ayant aucun lien avec la Bessarabie.

Ces colons importés de la Russie, par le Gouvernement russe, étaient des hauts fonctionnaires de l'Etat russe, ou bien des gens qui étaient élevés au rang de boyards dès qu'ils s'étaient implantés dans cette province. Grâce à ce système d'acquisitions successives, les grands domaines de la Bessarabie ont passé de la main des propriétaires originaux, les Moldaves, dans la main d'une foule d'étrangers de toute provenance : Allemands, Bulgares, Arméniens, Grecs. Ainsi au moment de l'application de la loi d'expropriation de 1918, la plus grande partie des terres se trouvait dans les mains de ces étrangers et avait le caractère des *latifundia*.

C'est surtout dans le nord de la Bessarabie que s'étendent ces grands domaines ; le record étant détenu par le département de Baltzi où 334 propriétaires occupaient une étendue de 280.156 ha.; ce qui représente 52.78 o/o de la superficie du département.

Dans le midi, c'est la petite propriété qui est prépondérante et cela s'explique par le fait de l'existence de colons allemands, français, moldaves. Les colons surtout allemands qui se sont fixés dans le midi vers 1840-1860, ont obtenu des lots surpassant 70 désetines. Les colons français, au nombre à peu près de 400 se trouvent répandus dans 3 ou 4 villages, dont l'un s'appelle même Paris. Ils sont de très bons cultivateurs, de bons éleveurs, leurs chevaux sont renommés dans toute la province ; on les compte parmi les plus riches agriculteurs du midi.

La propriété dans le sud varie entre 4.32 ha. et 12 par paysan. On trouve aussi des lots plus petits par exemple de 2.88 ha. dans le département de Hotin et cela s'explique par le fait d'une population plus dense.

En général, la moyenne de la petite propriété est dans cette province de 5.71 ha. Seuls les paysans du département Cetatea-Alba ont une étendue d'à peu près 12 ha. chacun, la population étant moins dense en ce lieu. Ceux du nord ont en moyenne chacun 4.32 ha.

Nous verrons que par l'expropriation, c'est la région du nord qui mettra à la disposition de l'impropriation des paysans la part la plus grande et cela s'explique par le fait que la grande propriété est ici prédominante.

En ce qui concerne la propriété particulière, on trouve 19.924 propriétés ayant une superficie totale de 184.948 ha. Le plus grand nombre de ces propriétés n'atteint pas 10 ha. car il y a dans toute la Bessarabie 15.935 de ces propriétés

avec une superficie de 71.258 ha. Les autres propriétés sont en nombre restreint ; ce nombre commence à augmenter lorsqu'on arrive au chiffre de 50 ha. à 109 ha. La catégorie de 50 à 109 ha. est la plus grande et il y a pour toute la province 553 propriétés occupant une superficie totale de 45.322 ha.

En résumé, le régime de la propriété rurale en Bessarabie nous offre : au nord, des *latifundia*, appartenant en général aux étrangers ; dans le midi, la petite propriété paysanne ayant comme étendue moyenne chacun 5.71 ha. Enfin une propriété privée dont la majorité ne dépasse pas 109 ha. Ajoutons la propriété de l'Etat, des Eglises, Monastères, des communes.

SECTION IV.

Le régime de la propriété rurale

La Bucovine

La superficie de la Bucovine de 1.044.290 ha. est divisée en 1.021.451 parcelles cadastrales. Le nombre des propriétés est de 199.185, dont 196.645 appartiennent aux personnes privées et 2540 aux personnes morales (l'Etat, la Couronne, l'Eglise). Les *latifundia* de 1000 à 2000 ha. et au dessus sont représentées par 69 propriétés ou 0.03 o/o du total des propriétés, occupant une superficie de 315.485 ha., soit 30.21 du total de la superficie du pays. Les propriétés de 0 à 1/2 ha. et 1/2 à 1 ha., qui n'assurent pas le minimum d'existence, sont les plus nombreuses. Ainsi trouve-t-on 76.430 propriétés n'ayant pas plus de 1/2 ha. Les propriétés de 1/2 à 1 ha. sont au nombre de 40.563 ; de 1 à 3 ha. 47.966 ; de 3 à 5 ha. : 14453 ;

de 5 à 10 : 10.841 ; de 10 à 20 ha. 3.990 ; de 50 à 100 ha. : 110
de 500 à 1000 ha. : 67 et de 1000 à 2000 et plus : 69 propriétés.

On voit d'après cette énumération qu'à mesure que l'étendue de la terre augmente, le nombre des propriétés décroît. Cette mauvaise répartition de la terre eut comme conséquence l'émigration en grande masse des paysans.

Une réforme pour une nouvelle répartition de la terre s'imposait donc aussi en Bucovine après la guerre.

Ainsi dans toute la Nouvelle Roumanie se sentait le besoin de faire une nouvelle répartition de la propriété rurale.

CHAPITRE III.

L'expropriation.

Nous avons vu dans le chapitre II comment était répartie la terre avant la guerre ; 75 o/o du total de la population du pays, d'après M. Colesco, vivait de l'agriculture et pourtant cette population ne possédait pas la terre qu'elle cultivait, ou bien si une partie d'entre elle la possédait elle ne disposait que d'une insuffisante étendue pour assurer son existence.

La grande propriété commençait à être une cause du dépeuplement des campagnes, constituant ainsi un péril pour l'avenir économique du pays éminemment agricole. En même temps, la grande propriété se trouvant de plus en plus affectée par la rareté croissante du travail agricole, apportait la ruine.

Il fallait donc, créer un grand nombre de propriétés paysannes indépendantes.

La réforme agraire dans la Nouvelle Roumanie a été réalisée par le moyen de décrets-lois, successivement dans l'Ancien Royaume, en Bessarabie, en Transylvanie et en Bucovine.

Nous allons étudier spécialement les décrets-lois de l'Ancien Royaume et de la Bessarabie car ils sont les seuls qui aient été ratifiés par le Parlement ; nous ne donnerons des autres qu'une vue d'ensemble.

Le gouvernement a en effet procédé par différents décrets, car la situation agraire était tout autre d'une province à l'autre.

SECTION I.

L'expropriation dans l'Ancien Royaume

La réforme pour l'expropriation des grandes propriétés fut réalisée par un décret-loi du 16 déc. 1918. Le décret-loi dit que l'expropriation se fera pour « cause d'utilité nationale. »

Ainsi seront expropriés pour cause d'utilité nationale, intégralement :

- a) les terrains cultivables du domaine de la Couronne, de la Caisse Rurale et toutes personnes morales publiques et privées : institutions, fondations, etc.
- b) les propriétés rurales intégralement, des ressortissants des Etats étrangers, soit qu'ils soient étrangers d'origine ou par mariage ou par autre mode ;
- c) les propriétés rurales des absent teistes pendant 5 ans.

Est encore déclarée expropriée une étendue de 2 millions d'hectares de terre cultivable prise sur toutes les propriétés particulières qui ont une étendue de plus de 100 ha. de terrain cultivable.

L'expropriation se fera d'après une échelle progressive. Toutes les propriétés d'une étendue entre 100 et 105 ha. exclusivement sont réduites au type des propriétés de 100 hectares ; toutes les propriétés d'une étendue comprise entre 105 et 110 ha. exclusivement, sont réduites au type des propriétés de 104 ha. 6000 mètres carrés (et ainsi de suite). Au dessus de 10.000 ha. toutes les propriétés seront réduites à 500 ha. Les propriétés indivisés seront considérées comme divisées au point de vue de l'application de l'échelle progressive. La surface totale de cette catégorie sera fixée à 2.000.000 ha.

Dans le cas où l'application de l'échelle progressive suscitée ne donnerait pas les 2.000.000 ha. nécessaires, on procédera d'après une côte à établir, à l'expropriation successive des catégories suivantes des propriétés rurales : 1) les terres de ceux qui en dépit des dispositions de la loi de 1907 n'ont pas donné des pâturages aux communes ; 2) les terres qui ont été continuellement affermées pendant les derniers 10 ans ; 3) les propriétés de ceux qui auront après l'application de la loi plus de 500 ha. en tout.

Si même de cette façon la surface requise ne sera pas obtenue on prélèvera une quantité proportionnelle sur toutes les terres sujettes à l'exportation (art. 15).

Par la consignation du prix, la propriété des biens expropriés passe à l'Etat, libre de toutes charges. Seules des hypothèques du Crédit foncier rural sont maintenues. Les autres charges dont la terre expropriée étaient grevées, ne pourront être exercées que sur les titres de rente qui constitueront le prix de la terre expropriée et seront consignés à la caisse des Dépôts et Consignations. Aucune action ne peut empêcher l'expropriation. Si la propriété est hypothéquée on fait deux distinctions : a) hypothèque du Crédit foncier rural : cette hypothèque est maintenue sur la terre qui a été expropriée. Si le prix du terrain exproprié est plus petit que la somme pour laquelle l'hypothèque a été constituée, l'Etat prend à sa charge une portion de l'hypothèque égale à la somme qu'il doit payer, le reste grèvera le terrain non exproprié. Si le prix du terrain exproprié est plus grand que le montant de l'hypothèque, l'Etat payera la différence au propriétaire selon les modalités prévues par la loi (art. 51 - 52).

b) Autres créances hypothécaires : toute hypothèque de même que le privilège du vendeur sont supprimés en ce qui

concerne la portion de la terre expropriée. La partie de la créance proportionnelle à la valeur de la terre expropriée est déclarée exigible et sera payée titres de rente. Le contrat de fermage est supprimé pour la surface expropriée sans aucun droit de la part du fermier ou du propriétaire.

Cependant si la surface expropriée dépasse 25 0/0 du total de la terre, le fermier peut renoncer au contrat. Sont résiliés totalement tous les contrats de fermage dont l'exécution n'a pas commencé au moment de la publication de la loi (art. 45).

Pour le moment les associations paysannes exploitent les terres expropriées. Les associations doivent être composées de paysans cultivateurs qui n'ont pas une surface de terre suffisante. Ceux qui ont pris part à la guerre et leurs descendants sont préférés (art. 38). Les associations se conduiront d'après les prescriptions de la loi des banques populaires et d'après les dispositions prises par la Caisse Centrale d'impropriation (art. 41). L'association est constituée sur la base de la responsabilité solidaire et illimitée de ses membres. La portion de terre accordée, variera avec l'étendue disponible. Le paysan doit posséder les instruments et le bétail nécessaire au labourage. L'organisation et la direction de l'exploitation est confiée à un administrateur agronome. Pour couvrir ses besoins d'argent, dans le cas où elle manquerait de fonds, l'association s'adressera à la Centrale des Associations paysannes (art. 35).

Nous croyons que cette période transitoire sera une bonne école pratique pour les paysans.

Les prix des terrains expropriés seront fixés à l'hectare par catégorie et qualité de terrains. Ils seront déterminés par les moyens suivants : prix des ventes des terres de la localité et du voisinage pendant les 5 dernières années précédant

le 15 août 1916 ; prix régional de fermage, les évaluations faites par les institutions de crédit ; le revenu net par ha. ; les appréciations faites par les spécialistes sur la qualité de la terre, l'impôt foncier ou n'importe quels autres éléments, à la condition que l'évaluation ne dépasse pas le prix régional de fermage, multiplié par vingt. Pour les terrains de montagne que l'on n'exproprie qu'en vue de la création des pâturages communaux, le prix ne pourra dépasser le prix régional d'affermage multiplié par quinze. L'Etat fournira 35 o/o de prix de l'expropriation en vue de faciliter le paiement de la terre et l'acquisition du capital d'exploitation.

Le paiement se fera aux propriétaires en titres de rente 5 o/o amortissable en 50 ans. Les personnes morales seront payées en titres de rente perpétuelle portant le même intérêt.

Le décret-loi ne prévoit que les règles de l'expropriation et laisse à une loi future le soin de déterminer celles de l'impropriation. Le décret-loi ne dit rien non plus de l'étendue du lot qui sera donné en principe.

Nous remarquons qu'avec ce décret-loi on désire en Roumanie de faire une nouvelle et meilleure répartition de la terre.

«D'après la Constitution il fallait exproprier 2.000.000 ha. des propriétés des particuliers, mais par l'application du décret N° 3697, on a exproprié seulement 1.543.544 ha. c'est-à-dire : 1.512.668 ha. des particuliers et 40.879 ha. des absentéistes. Il restait encore à exproprier 450.000 hectares. Pour réaliser cela on était donc conduit à une nouvelle expropriation. On pouvait employer deux méthodes : ou continuer le système de l'échelle progressive appliqué à toutes les propriétés qui sont encore restées, ou bien essayer une méthode fondée sur un critérium économique et social qui

sacrifiant certaines catégories des propriétés, résolve la question sociale, sans désorganiser complètement l'agriculture de la grande propriété.

Après la première expropriation il était resté à la grande propriété de 100 ha. et au dessus, 940.640 ha. de terrain cultivable. Comme de ce total il eut fallu exproprier encore 450.000 ha. il s'en serait suivi que, en faisant l'application de l'échelle uniforme d'expropriation on eut réduit toutes les propriétés de la montagne, colline et plaine à une superficie moyenne d'approximativement de 120 ha.

Cela serait une perte pour l'économie nationale dit M. Garoflid, car la grande propriété est encore une nécessité pour le développement agricole du pays dans l'avenir !

Avec de telles étendues réduites, on ne pourrait faire qu'une agriculture intensive.

Or dans les conditions sociales et économiques, les régions d'agriculture intensive (population dense, moyens de communication, débouchés) sont très restreints.

Pour ces motifs M. Garoflid dans son projet de loi pour une nouvelle expropriation, au lieu de se servir d'une réduction mathématique, a en vue un critérium économique et fixe pour les propriétés une limite maxima par région ainsi : 200 ha. pour la région à population dense, 300 ha. avec une population moyenne et 500 ha. dans les régions où les impropriations sont satisfaites, et à la montagne et dans les collines où la culture de la terre est accessoire, à côté de la vigne, des vergers, des forêts, il fixe cette limite à 100 ha. Ces types de propriétés dit-il correspondent à des nécessités économiques pour chaque région.

Pour les propriétés affermees, il prévoit un régime plus sévère. La limite maxima régionale est de 100 ha. à la montagne, colline et plaine avec une population dense : 150 ha.

et 250 ha. pour les autres régions, c'est-à-dire celles où les demandes d'impropriation sont satisfaites.

Ainsi ces propriétés après cette seconde expropriation, représenteront plutôt une propriété moyenne.

L'expropriation ainsi faite donnera 104.855 ha. pour les terres affermées et l'expropriation par la limite régionale des terres cultivées par le propriétaire même, peut donner une étendue de 108.594 ha. Il faut ajouter à ces superficies, l'étendue de 30 à 40.000 ha. du Quadrilatère dont l'expropriation ne fût pas faite par le premier décret-loi, car il a fallu d'abord rechercher quelle était la situation juridique des propriétés de cette région.

De même ce projet prévoit l'expropriation du terrain inondable qui ne fut pas atteint par la première expropriation. La partie de ce terrain qui ne produit que de l'herbe, servira à la création des pâturages communaux et celle qui peut être labourée, servira à l'impropriation car la production étant abondante les années où il n'y a pas d'inondation, compensera assez la perte des années d'inondation. La superficie de la terre inondable s'élève à 460.000 ha., 200.000 ha. sont arables et déjà cultivés aujourd'hui par les paysans. On pourrait exproprier au moins 50.000 ha. de cette superficie.

Si par ce moyen on n'arrive pas au total prévu de 2.000.000 ha. on procédera à l'expropriation des propriétaires ayant plusieurs terres. On obtiendra ainsi une étendue de 34.133 ha. et on commencera avec les propriétés données en fermage.

Ainsi par l'expropriation faite par l'application du décret N° 3697/918 et par celle qui sera faite d'après ce projet, on arrivera à exproprier les 2.000.000 ha. fixés par la Constitution, de la propriété particulière au dessus de 100 ha., dans la proportion suivante :

Le terrain cultivable exproprié par l'application du décret N° 3697/918 : 1.512.668 ha.

Le terrain cultivable exproprié des absenteistes : 40.000 ha.

Le terrain cultivable exproprié par l'application de l'art. 8 alin. a. de la loi présente et : 104.855 ha.

Alin. b. toujours de l'article 8 : 108.544 ha.

Le terrain cultivable pour la création des pâturages communaux : 150.000 ha.

Le terrain cultivable exproprié en Quadrilatère : 30.000 ha.

Le terrain inondable et cultivable : 50.000 ha.

Le total est 1.996.117 ha.

Ce total peut être augmenté de 20 à 30.000 ha. lorsqu'on fera la mesure définitive du terrain exproprié.

L'application de l'échelle progressive dans la première expropriation a eu comme résultat une expropriation mécanique, sans considération des nécessités sociales ; aussi dans les régions avec une population dense, la terre expropriée n'a pas suffi pour l'impropriation, tandis que dans les régions à population rare, on a exproprié une superficie de 600.000 ha. inutile aux besoins locaux immédiats, qui aujourd'hui est un fardeau pour l'Etat, puisqu'elle n'est pas cultivée, ce qui produit une grande perte pour l'économie nationale.

Par la fixation d'un maximum régional d'expropriation, comme le propose dans son projet M. Garoflid, on évite en quelque sorte ces inconvénients et même dans les régions de la montagne, de la colliné et de la plaine, où il y a une population dense, la demande de la terre est si grande que même par cette opération on n'arrivera pas à satisfaire les besoins. La conséquence sera le transfert d'une partie de la population paysanne dans les lieux où il y a encore de la terre disponible pour l'impropriation ; on arrive donc au problème

de la colonisation ; mais celle-ci est une opération difficile et de longue durée. M. Garoflid, croit qu'il serait préférable de favoriser la colonisation des propriétaires dans les lieux à population moins dense et de leur donner même une étendue plus grande. Ainsi la grande agriculture se localisera surtout dans la région de la plaine, où la population est plus rare, c'est-à-dire dans les départements de Ialomitza, Braïla et en Dobrodgea.

Quoique cette nouvelle expropriation se fasse d'après une échelle sociale, la terre expropriée ne sera pas habitée tout d'un coup par les paysans.

Pour ne pas exposer l'Etat aux dangers dont il a souffert lors de la première expropriation, cette terre expropriée qui ne peut être employée immédiatement par les paysans, est laissée jusqu'à la colonisation, en fermage aux propriétaires d'autefois et on la prendra lorsqu'on fera la colonisation

Comment s'effectuera l'impropriation ?

Les lots seront de 5 hectares. Dans les régions à population dense, on pourra réduire jusqu'à 4 et 3 ha., pour la région de colonisation 7 ha. et en Dobroudgea ces lots seront de 8 et 10 ha. En dehors de ces lots, le projet prévoit des lots de 10 et 50 ha. qui seront donnés de préférence aux officiers invalides et aux agronomes.

Leur culture servira de modèle aux petits cultivateurs et remplacera la grande propriété à ce point de vue.

Le projet prévoit contre le morcellement de la terre, l'indivisibilité du lot vendu et le comasement de la propriété paysanne lorsque les habitants le demanderont. Ce remembrement de la petite propriété se répétera chaque 30 ans et sera le moyen le plus sûr d'empêcher le retour aux parcelles.

En ce qui concerne le paiement de la terre, les paysans payeront seulement le capital en 20 ans et les intérêts seront

supportés par l'Etat.

Ainsi le fardeau ne pèsera sur l'Etat que dans les premières années, se réduisant au fur et à mesure que les nouveaux propriétaires paieront le capital. Pour mettre en circulation le numéraire, abondant aujourd'hui à la campagne, on prévoit une prime pour ceux qui verseront intégralement la somme, ou tout au moins la moitié du prix de la terre.

Le prix sera différent pour chaque terre et pour chaque catégorie de terres, suivant la qualité. Pour le terrain cultivable (champs, pâturages, prairies) on aura en vue la qualité physique de la terre et sa puissance de production ; la distance des débouchés, des gares ou des ports, de même le prix de vente et de fermage de la localité. Ce prix sera fixé d'après le revenu net à l'hectare, mais il ne pourra dépasser les prix de fermage fixés par les commissions régionales pour les années 1917-1922 multiplié par 40.

Les organes chargés d'appliquer l'expropriation seront : 1) le comité agraire ; 2) la commission départementale d'expropriation ; 3) la commission de circonscription.

Jusqu'à la vente du terrain, la terre expropriée pourra être donnée aux paysans en fermage par la Caisse Centrale d'Impropropriation. Le fermage sera concédé pour une année agricole. Si dans cet intervalle, l'impropropriation individuelle a lieu, les nouveaux propriétaires ne deviendront les vrais propriétaires qu'après l'enlèvement de la récolte par les fermiers.

La Caisse Centrale d'Impropropriation organisera des associations d'exploitation agricole à qui on concédera la terre expropriée. Les paysans devront payer au propriétaire le prix régional de fermage en vigueur.

Le payement se fera en deux termes : le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre de chaque année. Si les paysans ne paient pas, c'est la Caisse Centrale d'Impropropriation qui devra payer, mais

en conservant le droit de poursuivre les paysans.

Enfin pour assurer un meilleur rendement de la petite propriété, le Comité Agraire a le droit d'imposer aux propriétaires le plan de culture, de les initier aux cultures rationnelles et intensives, aux procédés d'amélioration de races d'animaux.

Telles sont dans leur ensemble les dispositions contenues dans le projet de loi pour la seconde expropriation.

Quelle sera la situation agraire après l'expropriation et l'impropriation quand tout sera terminé ?

La répartition de la propriété rurale avant cette réforme était :

Propriété jusqu'à 100 ha. : 4.379.773 ha.

Propriété au dessus de 100 ha. : 3.905.227 ha.

Le total de la terre cultivable : 8.285.000 ha. (1)

La grande propriété représentait d'après le recensement du Ministère des Finances en 1905, 47 o/o de la superficie cultivable du pays.

Aujourd'hui, après l'expropriation la situation sera la suivante :

Propriété jusqu'à 100 ha. : 7.367.809 ha.

Propriété au dessus de 100 ha. : 577.191 ha.

Terrain inondable non exproprié et qui appartient en majorité à l'Etat et aux personnes morales : 340.000 ha.

Le total du terrain cultivable 8.285.000 ha.

Après la réforme qui sera faite prochainement, la grande propriété est réduite de 3.905.227 ha. à 577.191 ha. c'est-à-dire qu'elle occupera seulement 8 o/o de la superficie totale cultivable du pays, au lieu de 47 o/o qu'elle occupait avant la guerre mondiale.

(1) Recensement du ministère des finances 1905.

Ce changement s'imposait même, car la situation des propriétaires et des fermiers était devenue difficile et beaucoup de grandes exploitations ne faisaient plus leurs frais.

L'élévation des fermages, la hausse des salaires, les empêchaient d'avoir les bénéfices d'avant. Mais la petite propriété reste immune à toutes ces circonstances. Comme le petit propriétaire n'a pas de fermage à payer, comme les seules collaborations qu'il emploie sont celles de sa femme et de ses enfants, son budget se ressent à peine des perturbations extérieures auxquelles les plus puissants que lui succombent. C'est encore une fois l'histoire du chêne et du roseau. Le chêne rompt ou menace de rompre ; le roseau plie et se relève sans peine quand la tourmente aura cessé.

Il faut donc se réjouir et pour le bien des populations et pour le bien de la terre elle-même, qu'il y aura en Roumanie après cette réforme agraire tant de petits propriétaires, moins vulnérables que les autres.

SECTION II.

La Réforme agraire en Bessarabie

La réforme agraire en Bessarabie, a été établie par le décret-loi du 22 décembre 1918 émis par le Sfatul-Tzareï (Le-Conseil du Pays).

Cette loi fut votée à l'unanimité par la Chambre des Députés et le Sénat le 11 mars 1920 et promulguée et investie du sceau de l'Etat.

D'après cette loi sont soumises à l'expropriation pour cause « d'utilité publique et nationale » :

a) Intégralement : 1) les propriétés immobilières (rurales, urbaines) appartenant à l'Etat, à la Couronne, à la Banque Paysanne ;

2) les propriétés immobilières rurales des étrangers.

3) les terres appartenant aux Zemstvos, aux villes et communes urbaines, sauf celles qui seront nécessaires.

b) Partiellement : 1) les terres appartenant aux monastères locaux, en laissant à chacun 50 ha. de terre cultivable et pour chaque église un lot entier à chaque membre du clergé (prêtre, diacre, sous-diacre) ;

2) les terres des particuliers, en laissant pour chaque propriété 100 ha. de terrain cultivable, les vignes, les jardins, les vergers et les pépinières existantes en 22 décembre 1918.

Les forêts deviendront la propriété de l'Etat, sauf celles qui font partie de la propriété paysanne. Les eaux, lacs, étangs, passent à l'Etat, sauf ceux appartenant à la commune et aux associations paysannes (obsti). Le sous-sol restera la propriété de l'Etat.

Les propriétés appartenant en indivis à plusieurs propriétaires de même que les terres appartenant à un seul propriétaire seront considérées comme une seule propriété.

En ce qui concerne l'impropriation, il est mis à la base un lot de 6 à 8 ha. Cette loi prévoit aussi la colonisation dont le lot aura une étendue de 8 à 10 ha., d'après les localités.

Ceux qui passeront dans la région de colonisation, devront renoncer au terrain qu'ils avaient.

Faisant la moyenne pour toute la Bessarabie, chaque paysan aura un lot de 8.30 ha. ; avant il avait en général 5.71 ha. ; on lui ajoute donc 2.59 ha.

Pour l'application de cette loi, il sera fondé une institution spéciale de l'Etat : « Casa Noastra » (Notre Maison). Elle sera une personne juridique ayant une pleine autonomie.

Dans chaque département, « Casa Noastra » établira une commission départementale d'expropriation et d'impropriation. Elle facilitera aux colons les crédits nécessaires pour l'acquisition de l'outillage agricole, le matériel de construction nécessaire pour bâtir leur maison.

La terre à laquelle les colons doivent renoncer, en acceptant de se transférer dans la région de colonisation, reviendra à l'institution « Fondul Imobiliär » (Le Fond Immobilier) dont celle-ci partagera comme il suit la terre qu'elle aura à sa disposition :

- a) 9 lots à 25 ha. pour les écoles normales.
- b) Un lot pour chaque école primaire des villages.
- c) 56.430 ha. pour les écoles et différentes institutions ayant le caractère agricole et industriel.
- d) 2 lots par chaque régiment à charge aux soldats de les cultiver pour les approvisionnements en fourrage, céréales et fruits.

L'évaluation des prix des propriétés expropriées sera faite d'après les conditions qui ont existé avant 1914 : a) les prix d'achat qui existaient dans la localité avant la guerre ; le fermage pour une durée de 1 - 3 ans ou bien à long terme ; les évaluations des institutions de crédit. Les comptes se feront en *lei* d'après le cours officiel du rouble à la date de la publication du décret-loi de 22 décembre 1918.

Le payement dû au propriétaire exproprié se fera en titres de rente amortissables en 40 ans et portant intérêt à 5 o/o.

Tous ceux qui se prétendent des droits sur les propriétés expropriées ne peuvent exercer ces droits que sur les titres de rente donnés en paiement.

Le lot ne pourra être vendu, hypothéqué ou donné en gage sous aucune forme tant qu'il n'aura pas acquitté sa dette.

L'étendue qui dans l'avenir pourra être acquise par une

personne ne pourra dépasser 25 ha.

Aujourd'hui 1.120.067 ha. constituent le fond de terre qui sert à l'impropriation. D'après les statistiques russes complétées par les informations des Roumains, la plus grande étendue destinée à l'expropriation se trouve dans le département de Baltzi (au nord).

Il reste non expropriée une superficie de 3.009.478 ha par conséquent le quart du territoire de la Bessarabie est exproprié.

Aujourd'hui la grande propriété est réduite à 189.769 ha. c'est-à-dire qu'elle a diminué de 9 fois par rapport à ce qu'elle était avant la réforme agraire.

Cette impropriation était nécessaire dans ce pays des latifundia, qui appartenait surtout aux étrangers. Ainsi seront empêchés les courants de russification des villages et des villes et peu à peu s'établira la consolidation définitive de la situation dans cette province revenue à la Métropole.

SECTION III.

Comparaison entre les décrets-loi concernant la réforme agraire

La réforme agraire se réalisera par le moyen de décrets-lois successivement :

1) Dans l'Ancien Royaume, la Bessarabie, la Transylvanie et la Bucovine.

Pour l'Ancien Royaume, le décret-loi prévoit seulement les modes de l'expropriation en remettant l'impropriation à

une loi spéciale qui viendra prochainement en discussion.

Dans les autres provinces les décrets-lois s'occupent de l'expropriation et de l'impropriation à la fois.

2) De tous les décrets-lois qui résoudront le problème agraire, celui de Bessarabie est le plus simple et le plus radical. Le corps législatif local qui l'a élaboré était sorti de la révolution; il a rejeté toutes les lois anciennes de la province et n'a eu en vue que l'intérêt capital du paysan. Le projet primitif était encore plus radical, car il ne laissait aux propriétaires que 50 hectares, chiffre qui s'est élevé à 100 ha. dans le décret-loi promulgué.

La réforme dans l'Ancien Royaume, est plus modérée que celle de la Bessarabie, et celle de la Bucovine est entre les deux. Dans l'Ancien Royaume le minimum inexpropriable est de 100 ha. A partir de là, commence l'expropriation suivant une échelle progressive qui défend les grandes propriétés de plus de 10.000 ha, leur laissant 500 ha. non expropriables. Comparée avec la réforme de la Transylvanie, la réforme dans l'Ancien Royaume est plus modérée dans ses intentions. Le point de vue économique de la productivité, est moins accentué dans le décret-loi de l'Ancien Royaume que dans toutes les autres provinces. Cette lacune devra être comblée dans la loi d'impropriation.

Le décret-loi de l'Ancien Royaume offre une rédaction catégorique et précise qui n'a donné lieu à des controverses ni à des difficultés dans son application; tandis que les dispositions du décret-loi de Transylvanie sont multiples et les mesures radicales sont seulement facultatives.

Ce qui caractérise surtout le décret-loi de la Transylvanie, c'est qu'il s'attache au point de vue économique, tandis que ceux des autres provinces ont surtout un caractère strictement agraire. Ainsi l'art. 1 du décret de Transylvanie mar-

que le souci du législateur d'augmenter la production, car il est dit que le but de la réforme est « d'intégrer économiquement la petite propriété, de créer une propriété moyenne et des fermes, de s'intéresser au développement de l'industrie. »

Le problème des habitants et des jardins pour les travailleurs occupe beaucoup aussi le législateur comme on le voit dans l'art 9 al. 2 qui prévoit l'expropriation même des plantations et des pâturages communaux dans ce but. Ce caractère multilatéral de la réforme en Transylvanie s'explique par le fait que cette province a un caractère industriel assez évident.

Ce qui distingue encore ce décret-loi de celui de l'Ancien Royaume, c'est que son but est d'établir l'expropriation pour cause « d'utilité publique », non « d'utilité nationale » comme dans l'Ancien Royaume.

En Bucovine la formule est : « l'expropriation pour utilité publique et l'augmentation de la propriété paysanne. ».

La préoccupation économique du décret de Transylvanie s'observe aussi dans l'art. 39 (al. dernier). Ainsi on prévoit qu'il y aura lieu de prendre la terre de ceux qui ne seront pas capable de le travailler. Par l'art. 2 (al. 16) on exproprie tous ceux qui ont acquis des terres après le 31 juillet 1914 sans être des agriculteurs ; par conséquent les acquisitions d'agrément ou de spéculation sont ainsi frappées. L'art 36 prévoit que s'il reste encore des terres disponibles après avoir fait l'impropriation nécessaire, le Conseil supérieur aura le droit de créer une nouvelle propriété moyenne et des fermes modèles. La rédaction est donc facultative, non catégorique.

Toujours comme une affirmation du principe économique doit être interprétée la disposition du décret de Transylvanie qui déclare une partie des terres du grand propriétaire non expropriable et transmissible au fils qui étudierait l'agrono-

mie. Cette disposition se trouve aussi dans le projet de loi de la seconde expropriation de M. Garoflid pour l'Ancien Royaume.

Dans le décret-loi de l'Ancien Royaume on aperçoit à peine la préoccupation de l'économie nationale : l'Etat aura le droit de réserver une partie des terres expropriées pour des destinations d'intérêt général. (art. 10). Cette rédaction n'implique pas une obligation, mais une faculté. Toutefois sur la base de cet article, des fermes modèles commencent à se fonder.

A ce point de vue, la loi pour la Bessarabie créée par l'art 46 une série d'institutions destinées à diriger et stimuler la production et détermine l'extension qui sera donnée à ces institutions dont la création est obligatoire. La rédaction de cet article est due à la présence dans le « Sfatul Tzareï » (Conseil du Pays) et dans la Commission agraire de quelques spécialistes qui ont beaucoup lutté pour introduire dans le projet, d'utiles dispositions.

Le droit de l'Etat de réserver des terrains dans le même but, est prévu aussi dans le décret-loi de Bucovine.

L'esprit pratique des Transylvains se remarque dans la disposition suivante : l'expropriation et l'impropriation se réaliseront au fur et à mesure des besoins et des demandes. De même en Bucovine il est prévu que jusqu'à ce qu'on exploite la terre expropriée, la jouissance reviendra au propriétaire, celui-ci étant obligé de permettre les travaux des organes de l'expropriation. Disposition excellente, qui aurait mérité d'être introduite aussi dans l'Ancien Royaume, où nous avons vu ce qu'il est arrivé en Dobroudgea, Ialomitza, Braïla. En Bessarabie l'expropriation s'opère d'un seul coup comme dans l'Ancien Royaume.

3). *Les Catégories frappées par l'expropriation* : Dans l'Ancien Royaume on exproprie intégralement : a) les terrains cultivables du domaine de la Couronne et des personnes morales publiques et privées ; b) les propriétés des étrangers et des absenteïstes. Les absenteïstes sont ceux qui les derniers 5 ans ont payé l'impôt foncier double fixé pour ceux qui vivent à l'étranger. On exproprie 2.000.000 ha. de terres des particuliers d'après une échelle progressive, cette échelle commence depuis 100 ha. réduisant celles de 10.000 ha. à 500 ha. La caractéristique de cette loi, c'est qu'on n'exproprie pas les propriétaires, mais les propriétés. La conséquence est qu'un propriétaire ayant plusieurs terres, garde pour lui une superficie qui varie entre 100 et 500 ha. en rapport avec la superficie antérieure et conforme à l'échelle. Cette mesure tend au maintien d'une grande propriété appréciable. En outre, ces propriétaires ont le droit de se réserver cette étendue de plusieurs terres dans une seule propriété lorsque ces terres se trouvent dans la région de colonisation.

Une autre faculté qu'ont les propriétaires de l'Ancien Royaume c'est que les propriétés en indivis sont considérées comme divisées, ce qui signifie qu'à chaque propriétaire indivis, on réserve sa part d'après l'échelle, comme s'il était seul propriétaire. Dans ce cas on considère le propriétaire, non la propriété tandis que dans le premier cas on considère la propriété, non le propriétaire.

L'expropriation est plus radicale dans les autres provinces.

En *Bucovine* on exproprie intégralement : a) les étrangers, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas Roumains ou n'étaient pas des citoyens au 1^{er} août 1914. b) Les propriétés de main-morte ; c) les absenteïstes ; d) les propriétés des interdits, e) les propriétés affermées pendant 9 ans consécutifs avant 1919. L'échelle progressive de l'expropriation est plus

sévère ici, la progression s'étendant de 100 jusqu'à 600 ha. A partir de 600 ha. l'expropriation épargnera une étendue de 250 ha. ; le reste est pris entièrement. De plus, dans le cas où le propriétaire ne serait pas agriculteur et où ses parents ne l'auraient pas été, il ne lui est laissé que 4 ha. Puis plusieurs propriétés sont considérées ici comme un seul bloc et le propriétaire a le droit de retenir les 250 ha. sur une seule-ment de ses terres. En ce qui concerne le sous-sol, il passe à l'Etat dans les quatre provinces.

En *Bessarabie*, le radicalisme est plus accentué encore. Un million d'hectares sont expropriés, ne laissant aux propriétaires que 100 ha. de terrain arable. L'échelle progressive n'existe donc pas. La grande propriété devient ainsi une propriété moyenne. Et même si la terre expropriée ne suffisait pas à l'impropriation, on exproprierait encore ces 100 ha. Comme en Bucovine on exproprierait donc le propriétaire, non la propriété.

En *Transylvanie*, le radicalisme assez accentué dans ses tendances recourt à une série de dispositions facultatives à des procédés d'exception qui ne permettent pas de juger présentement l'effet de la réforme. La loi n'a pas un caractère suffisant de fixité et de sobriété ; le texte manque de précision et son esprit n'a rien de catégorique. Les formules suivantes, par exemple, se juxtaposent : « On exproprie intégralement » et plus loin : « On pourra exproprier. »

Le caractère facultatif de la disposition peut donner lieu à de graves inconvénients. Les catégories de propriété qui « pourront être expropriées » sont : a) les propriétés passées aux propriétaires après le 1^{er} novembre 1917, en vertu des ordonnances de l'ex-gouvernement hongrois ; b) les propriétés des personnes morales publiques ou privées ayant même leur domicile dans une autre partie du Royaume-Uni.

Ici intervient une exception qui annule tout ce dispositif, car il est dit plus loin : l'expropriation n'aura pas lieu lorsque ces propriétés auront un but spécial scientifique, artistique, éducatif, sanitaire, charitable ou économique national ; mais quelle institution ne peut revendiquer l'un ou l'autre de ces différents buts ?

En résumé, on peut dire que l'expropriation s'applique ici obligatoirement aux seuls étrangers et aux personnes morales qui ont leur domicile hors des frontières de la Nouvelle Roumanie. Toutes les autres catégories de propriétés et de propriétaires peuvent être éventuellement frappées par l'expropriation à la condition que cela soit nécessaire et qu'ils ne rentrent pas dans les nombreuses exceptions.

On admet l'expropriation même sous 200 jugare (1), sans préciser jusqu'à quelle limite on ira lorsque besoin sera. En Transylvanie, on exproprie les propriétaires. On pourra exproprier même les fabriques et toutes les installations situées sur le terrain exproprié ; ceci n'a pas été prévu par le décret-loi de l'Ancien Royaume, ce qui fait que beaucoup de propriétaires se refusent à céder certaines installations quoi qu'elles se trouvent sur le terrain exproprié. »

En général le projet de loi pour la Transylvanie est le moins précis, quoique contenant de bonnes dispositions.

Nul doute qu'il ne soit largement amendé lorsqu'il viendra en discussion au parlement.

4). *Le prix et les modalités des indemnités.*

La question du prix pour l'indemnité était difficile à résoudre, car le prix de l'acquisition de la terre comme le revenu net, varient beaucoup d'une région à l'autre au cours des années. Une charte agrogéologique nous manque de

(1) 1 jugare : 1/2 hectare.

même que la charte économique de la production ce qui complique singulièrement la question.

L'auteur du décret de l'Ancien Royaume s'est vu forcé de donner une rédaction peu unitaire à l'art. 18 fixant la valeur de la terre par hectare, prix de vente, prix régional de fermage, évaluations faites par les institutions de crédit, revenu net à l'hectare ; donc les éléments d'appréciation sont des plus variés. Il est stipulé que en aucun cas, elle ne pourra dépasser le prix régional de fermage multiplié par 20. Dans la seconde expropriation, ce prix ne pourra dépasser le prix du fermage pour l'année 1917-1920 multiplié par 40 mais il est plus probable qu'on fixera le chiffre de 20.

Le paiement au propriétaire exproprié se fait en titres de rente amortissables en 50 ans et portant intérêt à 5 o/o. Pour les personnes morales, la rente est perpétuelle. Le paiement s'effectuera aussitôt que les agronomes et les ingénieurs auront fait la défalcation définitive sur le terrain exproprié. L'Etat payera 35 o/o du prix de l'expropriation pour aider les paysans impropriés. Pour les propriétés hypothéquées, on règle à part l'hypothèque ; la dette afférente à la partie expropriée sera acquittée au créancier hypothécaire avec les titres de rente retenus sur l'indemnité et qui devaient appartenir au propriétaire.

Durant le temps de l'exploitation intérimaire par les associations paysannes, les propriétaires recevront le fermage d'après le tarif régional ou d'après les contrats d'affermage.

En *Bessarabie*, le prix du terrain sera fixé suivant le prix du fermage des années 1910-1914, les évaluations faites par les institutions de crédit et le prix d'achat d'avant guerre qui existait dans la localité. Le prix sera payé en *lei* d'après le cours officiel du rouble à la date du 22 décembre 1918. L'Etat payera 25 o/o de la valeur du terrain exproprié, par

conséquent moins que dans l'Ancien Royaume. Le paiement se fera comme dans le Royaume mais amortissable en 40 ans. L'opération est confiée à une institution de l'Etat : « Casa Noastra. »

En *Bucovine* le prix est fixé comme dans l'Ancien Royaume et si on prend le fermage comme normal, il sera multiplié par 20.

Le paiement de l'indemnité aux propriétaires expropriés se fera par la Banque régionale de Cernautzi, institution d'un caractère privé, mais ayant le contrôle de l'Etat. L'Etat contribuera avec 35 o/o du paiement pour venir en aide aux paysans.

En *Transylvanie* l'évaluation du prix se détermine comme dans les autres provinces, mais une plus grande latitude est laissée à la Commission, car elle n'est pas tenue à une norme rigide comme par exemple le prix du fermage multiplié par un chiffre déterminé. Les opérations relatives à l'indemnité qui revient aux anciens propriétaires de même que l'encaissement du prix de fermage dû par les paysans, se feront par les soins de la Banca Agrara, société particulière par actions. A ce point de vue, il y a une grande différence avec l'Ancien Royaume où les opérations sont confiées à une institution d'Etat.

5). *Les organes centraux pour l'application de la réforme agraire.*

En ce qui concerne l'organe central pour l'application de la réforme agraire, une grande différence s'observe entre les provinces. Dans l'Ancien Royaume et en Bessarabie c'est une institution d'Etat qui réalisera la réforme, tandis qu'en Bucovine et en Transylvanie se sont des banques privées. Ainsi pour l'Ancien Royaume c'est la Caisse Centrale des Banques populaires et des coopérations villageoises. Par

un décret-loi cette institution a été réorganisée et agrandie pour pouvoir exécuter la réforme agraire. En Bessarabie c'est « Casa Noastra » (Notre Maison) institution d'Etat qui dirige les opérations d'expropriation, organise l'exploitation intérimaire, paie les indemnités, fait les mesurages et organise la petite agriculture.

En Bucovine c'est la « Banca Tzareï » (Banque du Pays). Elle est partagée en plusieurs sections : section des opérations de banque,, section des coopératives, section agraire. Le gouvernement a le contrôle sur toute cette institution.

En Transylvanie c'est la « Banca Agrara », société anonyme ayant un capital de 50 millions de lei.

On voit que non seulement la réforme est différente d'une province à l'autre, mais aussi le caractère des institutions s'occupant de ce problème, varie d'une province à l'autre.

6). *L'impropriation.*

L'impropriation diffère également d'une province à l'autre, l'étendu du lot variant suivant la densité de la population, le développement de l'agriculture et l'état économique général.

En Bessarabie, la loi prévoit des lots entiers de 6 à 8 ha., des lots destinés à compléter ceux qui ont moins et des lots de colonisation de 8 à 10 ha. En ce qui concerne l'ordre de préférence à admettre pour l'impropriation, on a surtout en vue le point économique. Ainsi on complète d'abord le lot de ceux qui ont moins de 6 à 8 ha., par conséquent on a en vue premièrement ceux qui ont déjà du terrain et en second lieu on donne la terre à ceux qui n'en ont point du tout. Procédé fort rationnel, car ceux qui ne possédaient rien seront plus facilement attirés dans la région de colonisation que ceux qui en ont déjà un lopin de terre.

L'inaliénabilité du lot durera jusqu'au paiement entier du lot. Après il pourra être vendu, mais toujours à des agriculteurs et personne ne pourra acquérir plus de 25 ha. On empêche ainsi la création d'une nouvelle propriété moyenne. A l'avenir seul la grande propriété d'autrefois représentera la propriété moyenne.

En *Bucovine*, on forme des lots de 4 à 8 ha., des lots de complément et des lots de colonisation de 5 ha. Les lots de complément seront attribués à ceux qui ont moins de 4 ha. Pour l'impropriation, la préférence revient à ceux qui ont fait la guerre ou qui ont souffert des dommages de guerre ; seront exclus ceux qui ont commis des actes de trahison contre l'Etat roumain. On affirme donc ici le point de vue national que nous retrouverons aussi en Transylvanie et qui manque en Bessarabie où on n'a en vue que le point de vue économique à la répartition des lots.

L'inaliénabilité durera jusqu'au paiement du lot et dans aucun cas avant 10 ans le lot ne pourra être vendu, hypothéqué ou mis en gage.

En *Transylvanie*, on prévoit aussi les trois catégories de lots, mais rien n'est fixé quant à leur étendue. Il est à présumer que les lots seront distribués suivant la capacité et les moyens de travail de chacun. Donc ici de nouveau le législateur transylvain se réserve une large latitude. En ce qui concerne le point de vue national il s'associe au point de vue économique, car la préférence est acquise aux habitants de la localité, à ceux qui ont subi des dommages de guerre, aux invalides pouvant travailler la terre et en général à ceux qui ont été mobilisés.

Les lots acquis seront inaliénables jusqu'en 1930.

Le décret-loi pour la Transylvanie, si riche en détails pour la partie de l'expropriation, est très succinct en ce qui con-

cerne l'impropriation ; le parlement aura certainement à le compléter au moment où sera élaborée la loi d'impropriation pour l'Ancien Royaume.

Le décret-loi pour l'Ancien Royaume, ne s'occupe de l'impropriation que dans l'art. 38, fixant le droit et l'ordre de préférence pour le partage. Et c'est tout. Mais des détails se trouvent dans le projet de loi de M. Garoffid pour la seconde expropriation, où l'on prévoit en principe de 5 ha. pour la colonisation de 7 ha.

Tels sont les traits essentiels de tous ces décrets-lois qui réaliseront prochainement la grande réforme agraire dans la Nouvelle Roumanie.

CHAPITRE IV.

L'expropriation et la question de la production dans l'avenir

Un problème économique de la plus grande importance pour le développement de l'avenir de la Roumanie est le suivant :

La production agricole du pays ne sera-t-elle pas diminuée par la réduction de la grande culture au profit de la petite culture ?

Cette crainte paraît-elle justifiée par les résultats de la première année qui suit l'expropriation. En vérité, d'après les statistiques officielles on a exproprié en 1919 une superficie de 2.187.814 hect., dont seulement 1.575.511 hect. ont été cultivés par les paysans, le reste soit 612.303 se partageant ainsi : 196.283 hect. ont été affermés par les *obsti* (associations paysannes) aux propriétaires expropriés ; 69.362 hect. ont été affermés à d'autres particuliers et 346.650 hect. sont restés non cultivés.

De cette première constatation on pourrait conclure que les paysans n'avaient pas besoin de 2.200.000 hect. qui leur ont été distribués et qu'ils n'avaient pas les moyens de les travailler. Par conséquent donner encore de la terre aux paysans, serait même un danger.

Une seconde constatation troublante pour l'économie générale du pays, c'est qu'en automne de l'année 1919 on n'a

semé dans l'Ancien Royaume que 650.000 hect. de blé, au lieu de 2 millions hect. qu'on semait avant la guerre. On peut alors se demander : ces résultats sont-ils dûs aux circonstances exceptionnelles de ce temps ou bien il faut les attribuer à l'expropriation de la grande propriété ?

Est-ce que la petite culture paysanne qui sera désormais prépondérante en Roumanie, n'est pas en état de donner la même production agricole qu'avant la guerre ?

Nous sommes donc ramenés au problème suivant : quelle est celle des deux cultures qui est supérieure au point de vue économique : la grande culture ou la petite culture ?

Kautsky dans son œuvre « La question agraire », pour démontrer la supériorité technique de la grande culture, montre que seule celle-ci peut avoir une direction scientifique et une exploitation méthodique, par l'emploi d'un personnel préparé, par l'application de la division du travail entre les travailleurs intellectuels et manuels et par l'emploi d'instruments et de machines perfectionnées.

Si nous regardons les choses de plus près, nous observons qu'il y a des grandes différences entre le travail et la production agricole et industrielle ce qui fait que les résultats ne peuvent être semblables.

1). La division du travail n'a pas la même importance et la même application dans l'agriculture que dans la production industrielle, parce que le travail de l'homme est conditionné par des facteurs naturels, comme les circonstances atmosphériques et climatiques. D'un autre côté, les différents travaux agricoles ne peuvent être faits que d'une façon successive et non simultanément comme dans l'industrie. On ne peut pas concevoir qu'un travailleur agricole soit seulement semeur ; ce serait le condamner à l'inactivité pour la plus grande partie de l'année. La comparaison avec l'indus-

trie conduirait à des grosses erreurs et nous sommes sûrs que Adam Smith n'aurait jamais trouvé dans la sphère des activités agricoles rien de comparable à son fameux exemple de la fabrication des épingles.

2). La centralisation du travail, en vue d'obtenir une surveillance plus facile et moins coûteuse, ne peut pas se faire dans l'agriculture comme dans l'industrie ; plus l'étendue de la propriété est grande, plus la culture doit être décentralisée ce qui fait augmenter les dépenses de travail et de surveillance.

Kautsky lui-même observe cette différence et montre que le revenu net des différentes parcelles de terre décroît par rapport à leur distance de la ferme, et on arrive à zéro, lorsque la distance est plus grande que 3 - 4 kilomètres.

3). L'emploi des machines n'a pas la même importance et ne donne pas les mêmes résultats dans l'agriculture que dans l'industrie, parce que beaucoup de machines sont difficiles à employer à cause du terrain, à cause du manque des techniciens et à cause des difficultés de réparation. D'autre part, le capital employé pour l'agriculture est moins rentable que dans l'industrie, les machines agricoles n'étant employées qu'une partie de l'année. Ainsi s'explique-t-on que les machines agricoles soient rares et utilisées seulement lorsque le manque des bras ou leur cherté les rendent indispensables.

4). L'agriculture ne peut pas bénéficier du crédit avec la même facilité que l'industrie ou le commerce parce qu'elle a besoin des crédits à long terme, d'une récolte à l'autre, tandis que dans les autres branches de l'activité humaine, les termes sont plus courts.

De cette analyse des différentes conditions de l'industrie et de l'agriculture, il résulte qu'on ne peut pas démontrer

la supériorité de la grande culture sur la petite culture, en assimilant l'exploitation agricole à l'exploitation industrielle. On invoque encore la supériorité de la grande culture par rapport à la petite culture, en ce qui concerne les frais généraux ; ensuite que certains grands travaux pourront être effectués seulement à la grande exploitation et des industries accessoires pourront être créés, de même que de grands bestiaux pourront vivre seulement sur les grandes exploitations.

Mais, l'importance des frais généraux diminue en effet chaque jour par suite du développement de l'association dans l'agriculture et plus particulièrement par le fait de la diffusion de la coopération de production. Ainsi grâce à la coopération ces inconvénients sont en voie de disparaître et la propriété paysanne arrivera à lutter dans des conditions de par-faite égalité avec les plus grandes exploitations.

Il est donc permis de dire que le succès grandissant des coopératives de production peut dans un avenir prochain ramener presque à rien la question des frais généraux.

En ce qui concerne les travaux agricoles et des industries annexes, nous pourrions répéter ce qui a été dit plus haut pour les frais généraux.

Pour ce qui est des bestiaux, nous appellerons à la grande autorité de H. Passy (1).

« Partout où la grande et la petite culture se rencontrent, sur les mêmes points, c'est celle-ci qui, bien qu'elle ne puisse entretenir autant de moutons, possède tout compensé le plus grand nombre d'animaux producteurs d'engrais. Ainsi en Belgique, en deux provinces où règnent la plus petite culture sont celles d'Anvers et la Flandre orientale, et ces provinces possèdent en moyenne par 100 ha. de terres cultivées, 74 bêtes bovines et 14 moutons. Les deux provinces où se

(1) Passy : Les systèmes de culture 49-113.

trouvent les grandes fermes sont celles de Namur et du Hainaut et elles n'ont en moyenne pour 100 ha. de terres cultivables que 30 bêtes bovines et 45 moutons. Or, en comptant, suivant l'usage 10 moutons comme l'équivalent d'une tête de gros bétail, nous rencontrons, d'un côté 76 animaux servant à maintenir la fécondité du sol ; de l'autre, moins de 35, différence à coup sûr énorme.

Dans le département du nord aussi, ce sont les arrondissements dont les fermes ont la moindre contenance qui entretiennent le plus d'animaux.

Pareilles recherches étendues sur des points de la France offriraient des résultats analogues. »

Nous pouvons affirmer la même observation aussi pour la Roumanie. Le plus grand nombre de bêtes ovines on le trouve surtout chez le paysan.

Par conséquent il n'est donc pas vrai que la petite culture ne nourrisse pas autant d'animaux que les autres.

Et il est juste d'observer que chez les petites cultures, presque rien n'est perdu des engrais donnés par des animaux nourris à peu près toute l'année à l'étable, tandis que dans les grandes cultures la pâture en plein air affaiblit considérablement les quantités qu'il devient possible de mettre entièrement à profit.

Enfin reste à l'actif de la propriété paysanne deux éléments de succès économique : a) le sentiment de la propriété est le meilleur des stimulants au travail ; et comme dit Stuart Mill : « Ils travaillent avec ardeur tôt et tard, parce qu'ils ont la conscience de travailler pour eux-même » ; b) d'autre part, la propriété paysanne à l'avantage qu'elle n'est pas comme la grande culture souvent dans la nécessité de faire appel à l'aide mercénaire. Il suffit de se rappeler que par suite de l'exode vers la ville de la masse paysanne, le travail

agricole se fait constamment plus rare, ainsi que la grande culture a dans la rareté croissante du travail agricole, une cause de ruine qui est pour laisser presque indifférents les propriétaires paysans.

En résumant donc à un point de vue tout à fait moderne, les arguments classiques en faveur des grandes exploitations, les uns comme les autres sont affaiblis par les conditions nouvelles de l'agriculture.

Voyons maintenant comment se présente en fait cette question dans différents pays. Liebknecht (1), comparant la production moyenne agricole en France avec celle d'Angleterre, dit que le système parcellaire, appauvrit la France parce que la terre produit moins que si la culture était plus rationnelle et rend ainsi la terre improductive. Il dit qu'il faut remplacer la petite culture en France par le système anglais de la grande culture, parcequ'en France l'hectare produit en moyenne 18.1 hl. tandis qu'en Angleterre 31.1 hl.

Mais de cette simple comparaison entre deux chiffres, on arrive à une fausse conclusion, car il faut tenir compte des circonstances multiplées, comme le climat, le sol, et il ne faut pas oublier qu'en Angleterre on ne cultive en céréales que les plus productifs terrains, tandis qu'en France on cultive aussi les terrains d'une qualité inférieure.

Pour montrer que la petite culture n'est pas la cause première de cette différence de production, on peut prendre comme exemple trois pays de petite culture par excellence. La Belgique avec 30.2 hl. pour l'hectare ; l'Hollande avec 28.5 hl. et le Danemark avec 30.1 hl. Ainsi la Belgique dont les cultures sous 40 hect. occupent 83 o/o du terrain cultivable égale à peu près l'Angleterre en production et surpasse

(1) Liebknecht : Grund und Bodenfrage.

de beaucoup la production moyenne de la France, où la culture jusqu'à 40 hect. occupe seulement 61 o/o.

Il y a encore un fait qui renverse la théorie de Liebknecht. En France depuis la Révolution de 1789, date depuis laquelle le nombre des petits propriétaires augmente, la production moyenne par hectare aussi a augmenté. Ainsi d'après Foville, nous avons le tableau suivant pour le mouvement des propriétaires ruraux : (1)

Le nombre des propriétaires avant la Révolution : Circa 4 millions

En 1825 circa 6 millions.

En 1850 circa 7 millions.

En 1875 circa 8 millions.

Et le mouvement de la production a été :

La production moyenne du blé à l'hectare depuis 1815-1895 en hectolitres pour les années :

1815 8.59 hl. 1855 11.36 hl.

1820 9.47 hl. 1860 15.13 hl.

1825 12.57 hl. 1865 13.84 hl.

1830 10.53 hl. 1875 14.48 hl.

1835 13.43 hl. 1880 14.57 hl.

1840 14.26 hl. 1885 15.82 hl.

1845 12.53 hl. 1890 16.55 hl.

1850 14.78 hl. 1895 17.13 hl.

Nous voyons qu'en France la production agricole fait du progrès même avec le morcellement de la propriété rurale.

Pour mieux nous rendre compte de la question, laissons les comparaisons d'un pays à l'autre, où interviennent tant de circonstances différentes et analysons dans le même pays,

(1) Foville: Le morcellement, pg. 68.

dans le même lieu la production de la grande et de la petite propriété.

Ainsi en France, la production moyenne de l'hectare cultivé à blé pour la grande culture est de 17.04 hl. et pour la petite culture de 16.55 hl. c'est-à-dire une différence de 0.49 hl. à l'hect. qui sûrement ne peut constituer une preuve décisive en faveur ou en défaveur de ces deux catégories de culture. En Allemagne, dans la région de l'Est où est prépondérante la grande propriété, la production est moindre que dans les régions du midi, où la petite propriété est fort répandue et où on cultive aussi les terres les moins fertiles.

En France, dans une enquête du Ministère de l'Agriculture, en 1909, on se demande si la petite culture est inférieure, égale ou supérieure à la grande culture ?

Les réponses sont les suivantes :

- | | | |
|--|---|--|
| 1. Au point de vue des moyens de production : | { | inférieure en 29 départements
égale en 15 départements
supérieure en 29 départements |
| 2. Au point de vue des résultats économiques obtenus : | { | inférieure en 16 départements
égale en 9 départements
supérieure en 47 départements |

Par conséquent, quoiqu'en général la petite culture dispose des moyens techniques inférieurs, les résultats sont en majorité supérieure à ceux obtenus par la grande culture.

Revenons maintenant à la Roumanie pour examiner la production de la grande et de la petite culture.

Ici on admet comme un axiome que la culture du paysan, par conséquent celle du petit cultivateur est de beaucoup inférieure vis à vis de celle de la grande culture.

Pour nous rendre vraiment compte de cette différence, il faudrait procéder comme nous avons fait pour d'autres pays, en étudiant la moyenne de la production pour chaque caté-

gérie de culture et pour des périodes différentes. Mais, malheureusement, les statistiques nous manquent. Nous n'avons que celles depuis l'année 1904 ; encore sont-elles un peu insuffisantes, car dans la catégorie de la petite propriété entre aussi la propriété moyenne ; la détermination de la situation exacte de la production de la petite culture jusqu'à 10 hect. devient impossible.

Nous n'aurons donc que des renseignements approximatifs.

En ce qui concerne les grands cultivateurs, le calcul de la production est fait d'après leur déclaration et ceux-ci ont souvent intérêt à faire une déclaration fausse, en disant qu'ils ont une production plus grande pour trouver plus facilement du crédit, et une étendue plus petite pour payer moins d'impôt.

Malgré toutes ces inconvénients, les statistiques présentent cependant un grand intérêt, et on peut arriver à obtenir des informations assez satisfaisantes, car s'il y a d'un côté des chiffres exagérés, on trouve d'un autre côté des chiffres trop modestes et il est possible de faire des moyennes, se rapprochant assez de la vérité.

Voilà quelques statistiques pour les cultures principales : le blé, le maïs, l'orge, l'avoine, le seigle.

La production moyenne par hectare des céréales en hectolitres (1) :

(1) Analise statistice si economice 1920.

Les grands cultivateurs au dessus 100 ha.				Les petits cultivateurs au dessous de 100 ha.			
	Le blé				le blé		
	le blé	le maïs	l'orge l'avoine		blé	le maïs	l'orge l'avoine
1904 . .	12.3	5.8	12.8	12.9	9.7	2.9	6.1 9.0
1905 . .	20.2	13.8	20.1	21.4	16.9	9.8	16.9 16.4
1906 . .	21.2	26.3	23.0	26.8	18.3	20.7	20.5 22.4
1907 . .	9.2	13.2	16.6	21.	8.1	9.9	13.0 16.0
1908 . .	10.9	15.4	10.1	13.9	10.6	13.5	6.3 11.5
1909 . .	13.0	14.1	14.7	22.4	10.5	11.2	12.1 17.0
1910 . .	21.6	22.6	21.3	25.7	18.3	17.7	18.0 22.3
1911 . .	17.6	22.5	19.7	26.5	16.6	18.1	17.7 21.3
1912 . .	16.1	21.3	18.0	18.2	14.1	10.7	14.7 14.3
1913 . .	19.2	21.4	19.6	27.2	17.1	20.8	16.3 21.7
1914 . .	9.2	20.8	17.4	23.3	7.4	17.1	15.4 17.8
1915 . .	18.5	16.8	19.6	26.9	14.9	14.2	19.4 22.1
1919 . .	15.2	—	17.7	21.3	14.6	—	17.4 19.5

En général la moyenne de la production des céréales est d'une façon constante en faveur de la grande culture.

La production est assez variable d'une année à l'autre par ex. de 12.3 hl. pour le blé en 1904 et 20.2 en 1905 à la grande

culture et de 9.7 à 16.9 à la petite culture ce qui démontre que les conditions atmosphériques ont une grande influence pour les deux cultures, plus encore même que les systèmes de culture ; pourtant la différence constante qu'on observe dans les moyennes des productions, nous montre que la grande culture est supérieure à la petite culture en ce qui concerne la façon de cultiver le sol.

Pour mieux évaluer l'importance de cette différence, admettons que la grande culture soit remplacée par la petite culture et prenons comme terme de comparaison les chiffres de l'année 1912 ; voyons quelle serait la perte générale de la production du pays s'il avait été seulement soumis au régime de la petite culture. Dans l'année 1912, le blé semé par la grande culture a occupé une étendue de 1043.451 ha. et la différence de production moyenne à l'hectare en sa faveur a été de 2 hl. à l'hectare. Par conséquent, multipliant le chiffre ci-dessus par 2, nous aurons le chiffre 2086.902 hl. chiffre qui représenterait la différence en moins de la production générale de récolte du blé du pays, dans l'hypothèse où nous aurions seulement la petite culture. Si nous admettons maintenant l'hectolitre de blé à 14 lei, la valeur de la perte pour le blé serait de 29.216.628 lei.

Faisons les mêmes calculs pour l'orge, l'avoine, le maïs, c'est-à-dire pour les cultures principales du pays. La différence entre la moyenne de la production de la grande et la petite culture à l'orge en 1912 a été de 3.9 hl. à l'hectare ; la superficie de la grande culture étant de 115.158 hect., il en résulte dans notre hypothèse une perte de 449.162 hl. La production générale, dont la valeur en lei, en fixant à 10 lei l'hectolitre serait de 4.491.620 lei.

Pour l'avoine, la différence de la moyenne de production étant 5.8, et l'étendue cultivée par la grande culture étant de

116.483 ha., nous aurions une diminution de la production de 575.601 hl. en fixant 10 lei l'hectolitre, donc 5.756.010 lei.

Pour le maïs, l'étendue cultivée par la grande culture dans la même année a été de 266.716 ha. et la différence moyenne de production de 3.8 par conséquent il en résulterait une diminution de 1.013.510 hl. ou bien de 10.135.200 lei, en fixant 10 lei la valeur de l'hectolitre.

Par conséquent la valeur de la production générale des céréales du pays en 1912 serait dans notre hypothèse en remplaçant la grande culture par la petite culture d'environ 50 millions lei inférieure à ce qu'elle a été en réalité.

Le fait que la grande culture occupe en 1912 une étendue de 1.541.808 ha. pour les céréales, a apporté au pays un supplément de production de plus de 4 millions hl. céréales, d'une valeur environ de 50 millions lei, ce qui représente à peu près 10 0/0 de notre exportation des céréales de cette année.

Mais si nous tenons compte du fait que les grands cultivateurs et propriétaires laissent des sommes importantes à l'étranger, sans aucun profit pour le pays, tout cet argent dépensé pour des choses inutiles ; nous constatons que le bénéfice matériel se réduit beaucoup, peut-être disparaît-il tout à fait.

Comment expliquer la prépondérance économique de la grande culture vis-à-vis de la moyenne et de la petite culture ? Est-elle de nature organique ou bien seulement le résultat de quelques circonstances défavorables qu'on peut d'ailleurs changer ?

Nous observerons tout d'abord, que cette différence de la moyenne de production, n'est pas toujours en faveur de la grande culture. Ainsi nous voyons dans la statistique de 1912 que pour le groupe des départements des Carpathes

valaques et celui de la plaine danubienne, la différence de production est très petite entre la grande et la petite culture.

Au premier groupe il y a une différence de 1.2 hl. à l'hectare (14.7 à la grande culture et 13.5 à la petite culture) ; au second groupe 1.1 hl. à l'hectare (16.3 à la grande culture, 15.2 à la petite) et en d'autres départements la différence est moindre encore par ex. 0.7 hl. à l'hectare en Prahova et 0.1 en Muscel.

De même dans la statistique de 1911 on voit une différence moyenne de production de blé de 0.3 hl. à l'hectare, dans le département de Téléorman (15.6 à la grande culture, et 15.3 à la petite) en Vlasca 0.5 hl. (20.2 et 19.7) en Ilfov 0.7 (21.4 et 20.7) en Prahova 0.7 (21.5 et 20.8) et en Botosani nous avons même un surplus à la petite culture qui représente une moyenne de 11.4 vis à vis de 11.3 à la grande culture.

On voit de tels exemples chaque année et spécialement en 1907, lorsque les départements des plaines du Pruth et du Siret, donnèrent une production moyenne au blé de 9.5 hl. pour la grande culture vis à vis de 9.4 pour la petite culture.

En tenant compte des erreurs des statistiqués, on constate donc une égalité remarquable.

Dans les départements des Carpathes de la Munténie, la différence entre les deux moyennes de production est insignifiante par ex. 0.2 hl. à l'hectare (9.6 vis à vis de 9.4) et dans la région des plaines danubiennes une différence seulement de 0.7 hl. (8.8 par rapport à 8.1).

En 1907 dans 7 départements, la petite culture a une production moyenne de blé plus grande que la grande culture, comme on voit d'après le tableau suivant (1) :

(1) Analele statistice si economice 1920 Avril,

Départements	Grande culture	Petite culture
Botosani	7.7	8.4
Jasi	8.3	8.8
Tecuci	12.1	13.0
Prahova	11.1	11.2
Dambovitza	5.5	6.1
Muscel	7.0	8.5
Vlasca	6.1	6.4

Même dans les années suivantes, entre 1913-1915 nous trouvons une production moyenne plus grande pour la petite culture et cela pour toutes les céréales dans quelques départements. Il est plus intéressant encore, de constater que ces résultats se maintiennent même dans l'année 1919 lorsque l'agriculture a eu tant des difficultés à vaincre.

Et si nous étudions le rapport général sur les ensemencements et la production agricole en Bessarabie pour l'année 1919, nous constatons qu'en général la moyenne de la production a été plus grande chez le petit cultivateur que chez le grand propriétaire ce qui était contraire avant la guerre. La rareté de la main d'œuvre paysanne et en même temps des salaires extrêmement élevés ont décidé les grands propriétaires de renoncer à travailler leur terre du moment qu'ils n'en retiraient plus les bénéfices d'avant-guerre.

Par conséquent aussi ici le paysan est capable de produire autant que le grand propriétaire.

Nous pouvons donc conclure qu'en ce qui concerne la production agricole, la petite propriété peut produire en Roumanie autant que la grande propriété et l'infériorité de la production de la petite culture démontrée par les statistiques, n'est pas chez nous irrémédiable.

Elle peut au contraire être évitée par des mesures appropriées.

CHAPITRE V

SECTION I

L'expropriation et l'organisation de la propriété paysanne

Les statistiques agricoles montrent l'infériorité de la petite culture par rapport à la grande culture en ce qui concerne la production. Cette constatation serait dangereuse pour l'économie nationale du pays, surtout au lendemain de la guerre quand par le fait de l'expropriation, la petite propriété sera prédominante ; mais nous avons vu aussi que la petite culture donne parfois la même production que la grande culture. Nous pouvons alors supposer qu'il y a à l'infériorité actuelle des causes dont on peut découvrir les remèdes.

Quelles sont donc les causes principales de cette infériorité ?

La petite culture se développe chaque jour en Roumanie. En 1906 elle occupait 65 o/o de l'étendue cultivable du pays, et en 1915 elle s'élève à 73 o/o. Après l'expropriation on arrive à peu près à 92 o/o du terrain cultivable de l'Ancien Royaume.

La grande propriété était travaillée par les bras et avec les instruments agricoles du paysan et son bétail, surtout en Valachie et en Olténie. D'après les statistiques du Ministère de l'Agriculture en 1890, les paysans possédaient 92 o/o du stock du bétail ; les grands propriétaires et les fermiers seulement 8 o/o. De même en ce qui concerne les charrues, les

grands propriétaires n'avaient que 7.4 0/0 du total des char-
rues.

La recherche des causes de l'infériorité de la culture pay-
sanne présente un intérêt important, elle nous permet de
voir où est le mal et d'en chercher ensuite les remèdes.

Ces causes peuvent être réduites à deux facteurs :

- a) la nature des terrains cultivés par les paysans.
- b) le mode de la culture.

Le paysan cultive d'habitude des terrains d'une qualité
inférieure par rapport à ceux cultivés par les grands proprié-
taires. En 1864 on avait donné aux paysans les terrains les
plus médiocres. En Moldavie où le paysan est plus pauvre
que dans le reste du pays, il y a des lieux où seulement quel-
ques centimètres de terre recouvrent les pierres. On peut
s'imaginer quelle production peut donner de tels terrains
où la terre est souvent lavée par la pluie et où on n'utilise
pas d'engrais. Ces terrains ont été rendus plus impropres en-
core à la culture à cause du morcellement.

D'après les statistiques de 1896 (1) sur un total de 895.457
propriétaires possédant moins de 10 hectares, 420.634 envi-
ron cultivaient des terrains de moins de 3 hectares répartis
ainsi :

Propriétaires	Étendue cultivable en ha.	La moyenne p. prop.	
		ha.	ar.
Jusqu'à 1/2 hect. 62.740	26.386	0	42
Entre 1/3-1 hect. 80.593	72.320	0	90
Entre 1-2 hect. 146.667	235.026	1	60
Entre 2-3 hect. 130.634	334.203	2	56
Total 420.635	667.935	1	58

On comprend qu'il soit difficile à des rares exceptions,

(1) Creanga. Proprietatea rurala si chestia taraneasca.

d'exploiter rationnellement des parcelles qui d'une part ont une étendue infime, d'autre part ont en général une forme longue et étroite et enfin sont le plus souvent fort éloignés des habitations.

M. Garoflo a raison de dire : « Quelle culture peut-on faire sur de telles parcelles, dont les assolements et le travail avec les instruments est empêché par la petite superficie ? » Une petite propriété, longue, étroite, rend l'initiative impossible. Le paysan ne peut pas faire une culture plus rationnelle, il ne peut pas imiter le bon exemple de son voisin lorsqu'il n'a que 3 hectares d'une longueur de 5 à 600 mètres et n'ayant la route qu'aux bouts.

Même dans le cas où le paysan travaillait avant l'expropriation une partie de la terre du propriétaire soit en affermage, soit en dîme, le grand propriétaire gardait pour lui le meilleur terrain et donnait au paysan le mauvais.

Par conséquent la production de la petite culture devait être fatalement inférieure à celle de la grande culture. Il faut ajouter encore le fait que les terrains affermés par les grands propriétaires aux paysans, n'étaient que pour une année et que le petit cultivateur n'avait aucun intérêt à engraisser ou à apporter d'autres améliorations au terrain, parce qu'il ne le possédait qu'une année. La nouvelle réforme agraire doit améliorer cette situation de la petite culture paysanne, par une meilleure répartition de la propriété. Pour cela il faut donner des lots économiques c'est-à-dire des lots qui correspondront à l'économie d'une bonne culture ; il faut fixer un minimum de lots indivisible et suffisant pour la famille paysanne. D'après Caziot (1) l'idéal serait que le cultivateur ait sa maison au milieu de sa propriété. Ainsi il pourrait facilement transporter les engrais, transporter les instruments

(1) La terre à la famille paysanne : Caziot.

au champ, recueillir les produits. Quelle économie de temps et quel surplus de travail on aurait économisé !

L'étendue du minimum du lot et son indivisibilité sont de même des conditions principales pour une bonne organisation de la petite propriété. Il faut que le lot ait non seulement la forme, mais aussi l'étendue nécessaire pour une famille de 4 à 5 personnes. Caziot croit qu'une propriété doit contenir entre 8 et 20 hectares suivant la région, la fertilité du sol et la nature des cultures.

En Roumanie la loi de 1864 avait fixé l'étendue d'après le nombre des animaux entre 2 1/2 et 5 1/2 hectares pour la Valachie et entre 4 1/2 et 9 hectares pour la Moldavie et les différentes lois qui concernent le partage des terrains de l'Etat ont fixé le lot de 5 hect. à l'exception de la loi de 1889 qui fermait des lots de 10 et 25 hect. Ces lots étaient divisibles et se sont ensuite morcelés.

Le projet de la réforme agraire Vaïda Voëvod, fixait le lot indivisible : 3 hectares pour la région montagneuse, 5 hect. pour la plaine et 10 hect. pour les régions de colonisation.

Pour la région montagneuse 3 hect ne suffiront pas. Dans ces régions le paysan sera donc forcé de travailler aux exploitations forestières ; minières et industrielles, pour gagner son existence ; 10 hectares seraient nécessaires pour permettre à cette famille de vivre des seuls produits du sol. Dans la plaine un lot de 5 hectares n'est pas suffisant pour une famille dans toutes les localités. Là où il y a une terre fertile on pourra faire une culture intensive, on pourra cultiver la betterave, les pommes de terre, des plantes industrielles ; mais dans les localités où la terre n'est pas assez fertile et où la culture du maïs est prépondérante, les 5 hect. ne seront pas suffisants. Si le paysan cultive 2 hect. en blé, 2 hect. en maïs et 1 hect. en pâturage que produira alors

cette culture ? On aura la moyenne 2.500 kgr. du blé, 2.800 kgr. maïs ; de cette quantité il faut déduire la nourriture du paysan et de sa famille, il faut déduire également au moins 500 kgr. de maïs pour nourrir les porcs, les poulets, et pour semer ; il ne lui reste à vendre dans le plus heureux cas, que 500 kgr. de maïs et 2.200 kgr. de blé.

Avant la guerre, on évaluait ce disponible à 5.600 lei. Est-ce que cette somme peut être suffisante pour les dépenses nécessaires comme : les vêtements, les impôts, les médicaments, etc. ? Il nous semble que non.

En ce qui concerne la colonisation, les lots devaient être plus grands pour décider les paysans au déplacement.

L'organisation mauvaise du travail agricole est une autre cause importante de l'infériorité de la culture paysanne. Leur propriété étant insuffisante pour les nourrir, ils travaillaient dans les grandes propriétés. Le plus souvent ils devaient d'abord travailler la terre de ses propriétaires et leur lopin de terre était semé trop tard et dans de mauvaises conditions. Le paysan savait comment on doit travailler la terre, mais il ne pouvait appliquer ces méthodes à son lopin parce qu'il n'avait pas le temps nécessaire.

Forcé de louer ses bras, son bétail, son outillage agricole au propriétaire, il n'était pas en état de cultiver au mieux sa terre, d'où la différence entre la production de la petite et de la grande culture.

Après la guerre, la grande culture ne sera plus possible comme on l'avait pratiquée avant, car le nombre des bras est réduit, celui du bétail aussi ; le grand propriétaire ne trouverait plus le travail du paysan si bon marché et il lui serait impossible de se procurer tout l'outillage agricole nécessaire, en raison des prix actuels.

L'expropriation est donc arrivé à temps.

SECTION II

Les mesures à prendre pour l'amélioration de l'agriculture

Le paysan est aujourd'hui propriétaire d'une terre qui peut en général lui assurer l'existence. Mais la question agricole n'est pas définitivement tranchée par le fait de l'expropriation. Il faut assurer à l'agriculture roumaine une stabilité dans la production c'est-à-dire, il faut essayer de remédier à certaines difficultés naturelles, de lutter contre elles, de diminuer leur influence et leurs conséquences.

Ricardo disait que le sol a des qualités « naturelles et indestructibles », mais pour maintenir ces qualités, pour conserver la richesse foncière du pays, il faut organiser en première ligne un régime des eaux et un régime forestier.

Malheureusement la Roumanie n'a pas encore organisé un régime des eaux.

Quant au régime forestier, depuis quelques années, nos hommes d'Etat ont commencé à se préoccuper d'une manière plus sérieuse de la conservation et de l'accroissement de nos richesses forestières. Un système d'agriculture barbare qui ne visait qu'au gain immédiat, consistant dans l'augmentation continuelle des surfaces cultivées, a amené dans de nombreuses régions, la destruction de nos forêts.

Il importe donc de doter le pays d'un régime des eaux et d'un régime forestier.

Il importe aussi d'améliorer les moyens de transport. Le réseau de chemin de fer, actuellement existant, est insuffisant pour la superficie de la Roumanie, pour une population de 17 millions et pour tant de richesses nouvelles. Dans l'état

actuel de notre système de communication, les transports sont presque impossibles. Le grand défaut dans notre organisation économique consiste dans le manque de moyens de transports rapides et économiques. Le total des routes du pays s'élevait en 1913 à 44.573 km. Sur ce nombre nous n'avons que 4.162 km. de routes nationales et 4.936 km. de routes départementales plus ou moins bien entretenues ; le reste est composé par des routes vicinales ou communales dont la grande majorité est dans un état déplorable maintenant.

Dans un pays où les lignes ferrées sont rares, où les canaux manquent, où les rivières ne sont pas canalisées, le mauvais état des routes est un obstacle permanent à la circulation des marchandises ; les mauvaises routes abiment les véhicules, fatiguent les animaux de trait et rendent les transports plus difficiles et par conséquent plus chers.

Il y a des époques de l'année où certaines routes sont presque impraticables.

Le réseau des chem.-de-fer dans l'Ancien Royaume, d'une longueur de 3.500 km. est encore insuffisant. Notre réseau a de plus le désavantage d'être pour le plus souvent à voie unique et de laisser sans communications rapides des régions entières. Ainsi Craïova, la capitale de l'Olténie est reliée à Bucarest par une ligne qui fait un angle immense, allant d'abord à Pitësti pour redescendre de là vers la Capitale ; la région la plus peuplée et la plus riche au point de vue agricole, l'Olténie, n'est reliée au reste du pays et à la mer que par cette ligne à voie unique ; des contrées riches en forêts, en carrières et en mines de toutes sortes, n'ont encore été mises en valeur, faute de moyens de communication. La pénurie de lignes ferrées est aggravée chez nous du fait que notre pays étant un grand producteur de céréales, le transport de ces denrées encombrantes vers les ports du Danube

et à la mer, doit s'effectuer dans l'espace de deux à trois mois, ce qui, à cause du manque de wagons, et de la difficulté de manipulation sur des voies uniques, produit des retards très préjudiciables aux agriculteurs. Notre production étant composée, en grande partie de marchandises volumineuses, des céréales et du bois, le pays devrait posséder des cours d'eaux navigables, ce qui faciliterait énormément les transports et ferait abaisser d'une manière sensible le prix de revient de ces marchandises.

Le Danube qui longe le côté sud de la Roumanie, sur une étendue de 950 km. constitue une voie de transport incomparable, mais l'accès au grand fleuve est souvent insuffisant et coûteux. Les 7 lignes qui aboutissent aux ports du Danube ne traversent que quelques régions et pendant le transport des céréales qui se fait au mois d'août, septembre, octobre, l'encombrement est excessif.

Cette artère merveilleuse, le Danube, pourra rendre son maximum d'utilité, en reliant à un réseau de voies navigables intérieures, rattachant nos principaux centres de production aux ports danubiens et à la mer. La canalisation de la Dambovitza, du Jalomitza et de l'Arges, pourraient faciliter l'accès des bateaux jusqu'à Ploesti et jusqu'aux portes de Bucarest. Il faut réaliser tous les travaux possibles pour se servir plus de la voie fluviale et maritime que de la voie ferrée ; la première est moins coûteuse en ce qui concerne les transports et en second lieu, c'est par la voie merveilleuse du grand fleuve que nous pourrions nous diriger vers la conquête économique de l'orient.

En Transylvanie les canalisations des différentes rivières ont déjà été réalisées par l'Autriche-Hongrie, pour régler le cours du Mures, Cris et Timis.

Une autre question tout aussi intéressante est celle relative

à l'emmagasiner de nos céréales.

La création des docks de Braïla et Galatzi a résolu le problème pour une partie de nos céréales destinées à l'exportation, mais pour le reste du pays il est absolument nécessaire de construire dans les principales gares de notre réseau, des magasins où les céréales seront triées et classées ce qui permettra aux agriculteurs d'obtenir des avances sur leurs produits en attendant l'occasion de les vendre favorablement.

L'élevage du bétail, basé de toute agriculture rationnelle, a été négligé chez nous. A la suite de la guerre douanière entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie (1885-1891), qui eut comme conséquence l'interdiction absolue de l'importation du bétail roumain en Autriche-Hongrie, l'agriculture roumaine a essayé de compenser le défaut d'exportation du bétail, par une grande extension donnée à la culture et à l'exportation des céréales. Cette extension s'est réalisée par la transformation des prairies et des pâturages en terrains de culture. L'élevage des bêtes à cornes et des ovines tomba en décadence ; leur nombre diminua en même temps que leur qualité. Tous les efforts de l'Etat à trouver d'autres débouchés pour l'exportation du bétail furent vains. Il fallait tourner toujours les yeux vers l'Autriche-Hongrie. Le traité du 23 avril 1909 nous assure sous certaines conditions l'exportation des bovines, des moutons, des porcs ; mais on n'exporta qu'une quantité minime de bétail. En 1912 on a exporté en Autriche-Hongrie 89 bœufs ; en 1913 l'exportation réduite à 16 têtes et celle des porcs et des moutons est tombée à zéro.

En 1911 le nombre des bêtes à cornes était de 2.666.945 ; ce chiffre est tombé en 1915 à 2.200.000 par suite de la consommation par les troupes mobilisées, d'autre part les prix extraordinairement élevés offerts par les spéculateurs austro-

hongrois à nos habitants des régions de la frontière ont contribué à l'accroissement de la contrebande ; tout cela a provoqué une nouvelle diminution de près de 100.000 têtes. Cette situation très inquiétante aura une influence désastreuse sur notre agriculture ; nous manquerons de viande de boucherie, de lait, de beurre, de fromage et ce qui est plus grave encore, d'instruments de travail.

De l'amélioration de l'élevage du bétail dépend en grande partie la transformation de notre production agricole, encore rudimentaire, en une production d'un rendement plus rémunérateur. Cette question ne sera pas trop difficile à être résolue ; en Transylvanie on trouve une quantité énorme d'animaux et des meilleures races. Les vaches suisses, les chevaux de Banat, les porcs sont renommés même à l'étranger. Comme en Transylvanie ces animaux se trouvent en telle quantité même après la guerre, que leurs propriétaires n'ont pas assez des pâturages pour les nourrir, on pourrait transporter un certain nombre dans l'Ancien Royaume où le besoin s'en fait si vivement sentir. Si cela est impossible encore maintenant, à cause de la crise des transports, après une amélioration sensible des chemins de fer nous croyons que cette transportation se réalisera et le paysan aura cet instrument si utile pour l'agriculture.

L'amélioration des systèmes de culture, l'utilisation des journées d'hiver où les paysans exclusivement agriculteurs, demeurent sans occupation, pour de petites industries étroitement liées à l'agriculture ; la propagation d'une instruction pratique et le développement de l'esprit d'économie, voilà des solutions qui apporteront des améliorations à l'agriculture et à la vie paysanne, mais tout ceci ne peut être que l'œuvre d'une longue période.

La petite industrie paysanne sera un débouché immédiat

pour certains produits agricoles ; celle-ci lui réalisera plus d'économie ; le fera plus actif et plus sain ; il pourra seul se fabriquer certains instruments pour l'agriculture pour lesquels il débourse une grande partie de son épargne, allant les acheter à la ville.

Pour l'économie nationale du pays, de même pour un meilleur développement de l'économie du paysan, la coopération de crédit, de production et de consommation doivent jouer dans l'avenir un rôle très important. Il y a tout d'abord le Crédit Agricole, mais les formalités qu'on exige pour contracter un emprunt sont trop compliquées, puis les succursales sont souvent éloignées des villages de sorte que le paysan était obligé à faire des dépenses d'un voyage et d'un séjour en ville. Il préférait emprunter chez l'usurier. Pour cela la population rurale a été amené à recourir aux banques populaires créées par l'initiative des prêtres, instituteurs et des paysans les plus actifs. Ces banques ont comme but de fournir aux paysans le crédit dont ils ont besoin dans des conditions très avantageuses. Elles sont répandues dans toutes les communes, ce qui est le plus grand avantage pour les paysans, trouvant au besoin, immédiatement la somme nécessaire. On observe en même temps que les usuriers commencent à diminuer leur nombre.

Si la société coopérative du crédit rural a commencé à avoir un grand essor en Roumanie, la coopérative de production et de consommation est encore peu répandue, sauf en Transylvanie où leur nombre est assez grand.

La coopérative de consommation pourra rendre aux paysans de très grands services par la création des magasins de consommation. Non seulement ils peuvent leur procurer les objets nécessaires dans les meilleures conditions que les petits commerçants et leur faire ainsi réaliser des économies,

mais encore ils peuvent avoir une influence des plus salutaires sur l'état sanitaire des villages, point très important.

L'alimentation du paysan surtout dans l'Ancien Royaume est en général insuffisante se nourrissant presque exclusivement du maïs, en consommant rarement la viande, les œufs. Ils devraient varier un peu leur nourriture. En leur procurant des denrées à bon marché, les magasins de consommation peuvent les habituer à changer leur alimentation et à leur faire comprendre combien il est dangereux de se nourrir d'une façon aussi sommaire.

Quant à la société coopérative de production, elle est aussi peu développée.

Sauf la coopération sous la forme de crédit, les autres sociétés coopératives n'ont pas pris un grand essor. Il y a dans cette direction encore de nombreux progrès à réaliser et nous nous proposons d'en indiquer quelques-uns afin de bien montrer combien de service la coopération est susceptible de rendre surtout aux populations rurales de Roumanie.

Nous n'avons pas la prétention d'indiquer toutes les applications dont la coopération est susceptible en Roumanie, mais nous voulons simplement indiquer quelques applications du principe coopératif, qui nous semblent aussi facile à réaliser qu'elles sont impérieusement exigées par la situation économique du pays.

La classe à laquelle la coopération est destinée à rendre le plus grand service c'est la classe paysanne.

En étudiant les banques populaires nous avons vu combien la création d'un crédit populaire était nécessaire ; par là nous n'avons examiné qu'une des faces du problème. Puisqu'il faut chercher la solution de la question agraire dans l'amélioration du sort du paysan, comment pourra-t-on obtenir cette amélioration ?

Est-ce par voie législative ou au contraire par voie d'initiative privée ? Ce n'est pas la loi qui change un état social, elle ne fait que refléter et on a eu raison de dire à ce sujet, que le droit n'était qu'un miroir. C'est donc à l'initiative privée que les paysans doivent s'adresser et ici intervient le rôle de la coopération.

Comme c'est une forme d'association très féconde, elle peut permettre aux paysans de réaliser en commun bien des choses qu'ils ne pourraient jamais réaliser individuellement : elle peut contribuer à répandre l'esprit de solidarité parmi eux, à les faire lutter avec succès contre les intermédiaires qui spéculent à leur dépens et à les faire arriver à un état de bien être matériel.

- Parmi les applications de la coopération nous citerons : l'achat en commun des machines agricoles. Aujourd'hui les paysans cultivent encore avec des machines tout à fait rudimentaires. Individuellement ils ne disposent pas des sommes nécessaires pour acheter des machines ou des instruments plus perfectionnés : de sociétés coopératives leur permettraient de se les procurer et de les louer successivement pour une somme très modique à tous les membres. Ainsi ils achèteraient une locomobile ou une batteuse qui servirait à tout le village. Le jour où des sociétés coopératives de ce genre prendront un plus grand développement, il faudra qu'elles soient complétées par l'organisation de syndicats agricoles. Ceux-ci inspireraient, dirigeraient les efforts des paysans, celles-là les mettraient en exécution. Les deux formes d'associations semblent se compléter les unes les autres.

En France, cette union a rendu de très importants services à l'agriculture d'après les études faites par M. Rocquigny.(1)

Les laiteries coopératives seraient aussi très facile à établir,

(1) Rocquigny. Syndicat agricole.

étant donné que l'association est depuis longtemps pratiquée par les propriétaires de moutons. Ceux-ci envoient à la montagne leurs troupeaux, sous la conduite d'un berger, mais au lieu de fabriquer leur fromage en commun, chacun vient à des époques déterminées réclamer au berger la part qui leur revient. De cette façon, au lieu de vendre leur fromage et même leur laine en commun, ce qui leur assurerait de meilleurs débouchés, ils les vendent séparément. La coopération simplifierait beaucoup les choses et leur ferait réaliser de plus grands bénéfices. Dans les villages, les laiteries coopératives auraient l'avantage de contribuer à l'amélioration du bétail. Enfin le jour où le paysan verra ce qu'il peut gagner en vendant du lait, il aura plus soin de ses vaches, et par là, les sociétés coopératives auront atteint leur but.

En ce qui concerne la vente des récoltes, il n'y a pas de solidarité entre les paysans. Le paysan vend dans n'importe quelle condition sa récolte et se procure les grains dont il a besoin, toujours plus cher que s'il pouvait se les procurer par le moyen d'une association. La coopération pourrait leur rendre d'immenses services. Elle créerait des magasins dans différents endroits, les récoltes des paysans y seraient bien conservées et vendues dans les mêmes conditions que celles des plus influents propriétaires. Le devoir de la commission de la société chargée de la réception des grains, cherchera des débouchés et traitera directement avec les consommateurs et distribuera à ses membres les bénéfices qu'elle réaliserait par cette simplification du rouage économique.

Pour que les frais de construction des magasins ne soient pas trop élevés, il faudra que plusieurs villages s'unissent à cela.

Aujourd'hui les paysans font peu de légumes et s'ils en cultivent, alors juste ce qui leur faut pour leurs besoins.

Il en résultait que toute la culture de légumes était dans la main des Bulgares et des Allemands.

Les avantages que les paysans en retireraient personnellement ne seraient pas les seuls, la petite propriété tout entière aurait une source de revenu de plus.

On a beaucoup parlé en Roumanie dans les derniers temps, de la nécessité à créer dans les villages une petite industrie. Cette industrie existait avant, mais elle tend à disparaître depuis que la civilisation a commencé à se répandre.

Dans un avenir prochain, la petite industrie devra réapparaître sous une forme qui sera mieux adaptée aux conditions de la vie actuelle.

Or, comment pourra-t-on assurer la constitution de cette petite industrie mieux que par la coopération ? Comment donnera-t-on à l'initiative individuelle la cohésion dont elle a besoin, si ce n'est en groupant tous les efforts. Comment procurera-t-on aux petits industriels les matières premières qui lui sont nécessaires si on ne leur donne pas le moyen de les obtenir dans des conditions avantageuses,, par des sociétés coopératives ? A cet égard, on devrait adjoindre aux banques populaires des sociétés de matières premières et de magasinage : la popularité dont jouissent déjà les institutions de crédit, servirait de moyen de propagande à celles-ci et permettrait en même temps aux banques d'employer leur capitaux et à l'industrie domestique de trouver le crédit dont elle a besoin.

Il faut par tous les moyens de fortifier cette petite propriété qui de nos jours est prépondérante dans le pays, de lui assurer toute l'indépendance.

La coopération pourra jouer encore un rôle très important : ainsi dans la région des collines et des montagnes, la grande richesse des paysans consiste dans la fabrication de la *tzuica*

et dans les arbres fruitiers et les vignes.

Aujourd'hui chaque paysan fabrique lui-même sa tzuica ou bien il vend toutes ses prunes au cabaretier du village qui les lui achète pour rien. Si au lieu de fabriquer une mauvaise tzuica parce qu'il n'a pas les moyens de se procurer les appareils nécessaires, chacun faisait parti d'une société coopérative qui lui achète ses prunes à leur véritable valeur et qui fabrique une boisson de bonne qualité, il ne serait plus à la merci de tous les intermédiaires et de tous les usuriers. Ils réaliseront de grands bénéfices.

Il est de même en ce qui concerne la fabrication du vin : il n'y a pas de très bon vin parceque l'on ne dispose pas de capitaux nécessaires pour bien les fabriquer et parceque l'on n'a pas su donner à cette industrie l'importance qui lui est due. On importe du vin de l'étranger, alors qu'on pouvait obtenir les meilleurs dans le pays même. Pour remédier ce mal, c'est toujours l'association qui peut intervenir.

Enfin jusqu'à présent les paysans n'ont pas considéré les fruits comme une source de revenu. Ils pourraient en formant des sociétés coopératives, faire des conserves et vendre des prunes et des raisins secs pour des sommes très importantes.

Nous voyons par ces quelques exemples, combien le champ de la coopération pourrait être vaste en Roumanie et combien il serait utile de la voir prendre un grand essor. Elle est intimement liée à la solution des plus importants problèmes et elle pourrait être un remède plus efficace encore, si la classe laborieuse roumaine arriverait à comprendre toute la force, toute la richesse et toute l'énergie qu'elle contient et qu'elle dégage.

CONCLUSION

L'avenir économique de la Nouvelle Roumanie

La Roumanie est sortie très agrandie de la guerre mondiale. Ces agrandissements vont avoir sur ses possibilités économiques des répercussions très importantes.

Le terrain arable a augmenté en superficie d'une façon considérable, étant donné que de 9.973.663 ha. en 1906, on est passé à 25.667.771 ha. Par le retour des provinces roumaines à la mère patrie, la superficie de la terre arable s'est agrandie de 159.8 o/o. De cette constatation, on peut conclure que la Roumanie pourra exporter une quantité de blé doublée pour le moins, de celle qui fut exportée jusqu'en 1916.

La superficie plantée en vignes a à peu près triplé. Les forêts occupent aujourd'hui 28 o/o de la superficie totale du pays, un peu plus d'un tiers dans l'Ancien Royaume et le reste dans les nouvelles provinces roumaines, notamment dans celles qui viennent de la monarchie Austro-Hongroise. (1)

Grâce à ces immenses richesses agricoles et à sa situation géographique une vie nouvelle pleine de belle perspectives, s'offre à la Roumanie. Les richesses agricoles resteront naturellement dans l'avenir la principale source des revenus

(1) *Economiste français*. 7 Mai 1921.

du peuple roumain ; mais l'agriculture n'aura atteint son maximum de prospérité que lorsqu'on n'exportera plus ses produits sous la forme brute des matières premières. Les progrès de l'industrie doivent aller de pair avec ceux de l'agriculture.

En examinant le tableau de notre commerce d'exportation, on constate que nous importions des marchandises d'une valeur de 590.012.640 lei qui ne représentent comme quantité que 1.374.116 tonnes, tandis que nous exportions des marchandises d'une valeur de 670.705.335 représentant comme quantité 4.943.192 tonnes. Pour une valeur à peu près égale, nous exportons des quantités de trois fois à quatre fois plus grandes. La proportion exacte est de 23.13 o/o contre 76.87 o/o.

Nous exportons du bétail vivant et nous importons des viandes fumées, de la charcuterie ; des fromages, du lait condensé ; nous exportons du poisson et nous importons des conserves de poisson, etc. Ceci dénote une mauvaise organisation économique, car le fait d'exporter des matières premières pour les importer ensuite sous forme d'objets fabriqués, constitue une perte pour le pays, perte représentée pour les objets fabriqués par les frais de transport, les salaires des ouvriers étrangers, etc. Tous ces frais seraient économisés si les matières premières étaient transformées dans le pays même. Puis l'exportation elle-même nécessite un immense matériel pour les transports terrestres et maritimes : des frais d'emmagasiner, de manipulations considérables.

C'est pourquoi la création d'une industrie nationale s'impose pour remédier à ce grave inconvénient.

Il est indispensable à créer à l'avenir des industries connexes à l'agriculture. Il faudrait développer l'industrie de la farine, dont l'exportation ne représente même pas 7 o/o de notre exportation du blé ; l'industrie des tissus de laine

pourra se développer aussi ; l'industrie du sucre est actuellement très limitée ; les grands agriculteurs avaient abandonné la culture de la betterave qui demande beaucoup de travail et de soin. Les associations paysannes pourraient, aidées par les banques populaires, participer à l'union des agriculteurs en se chargeant en grande partie de la culture des betteraves. Les progrès de l'industrie sucrière ne nous intéressent non seulement au point de vue de l'augmentation de la consommation, mais aussi au point de vue de l'élevage, les résidus de betteraves constituant un aliment de premier ordre pour le bétail. Une association des agriculteurs pour la création de nouvelles fabriques pourrait, par cela même, contribuer au progrès de l'élevage.

Jusqu'à présent, le capital roumain a gravité surtout dans l'orbite des affaires, où les bénéfices sont réalisés dès le début. L'industrie présente certains risques, réclame du labeur et de la persévérance ; les bénéfices minimes au début, deviendront très importants sous une direction intelligente et active.

Espérons que l'avenir améliorera cette situation et que l'expropriation due à la réforme agraire, dégagera un capital disponible de plus de deux milliards. Ce capital devra trouver son emploi dans l'industrie, dans l'exploitation de notre sol et sous-sol et marquera sans aucun doute les débuts d'une industrie vraiment nationale.

Mais, c'est toujours l'agriculture qui demeurera quand même, la source principale de la prospérité publique. C'est elle qui alimente de ses revenus gros et petits la vie publique, qui occupe le plus de bras, qui fait surgir le plus de fortunes, très rapides parfois, qui procure au pays les ressources grâce auxquelles il sera bientôt en mesure d'importer des objets fabriqués et de matières premières ; c'est-elle

enfin qui fournit à l'Etat, directement ou indirectement la plus grande partie des revenus publics.

Enfin, la réforme agraire aidera à l'intensification de la production agricole ; propriétaires de leur lopin de terre, les paysans, verront des jours meilleurs.

En ce moment la Nouvelle Roumanie passe comme tous les pays qui ont participé à la grande guerre, par une crise financière et économique, crise qui malheureusement se prolonge trop. Par suite de la crise des transports et de la pénurie des machines agricoles, la vie est extrêmement chère. Ainsi le kilo de pain coûte 3.50 lei ; quoique la Roumanie est la terre du blé ; mille kilos de bois de chauffage coûte 500 à 600 lei, quoique c'est le pays magnifique des forêts. L'exportation est tout-à-fait restreinte toujours à cause de la crise de transport.

En 1913, dernière année normale pour l'Europe, la Roumanie a importé 1374 milliers de tonnes et exporté 4509 milliers tonnes. En 1919 elle importait 349 milliers de tonnes et exportait seulement 109 milliers de tonnes. Sa balance en 1913 avait un bénéfice de 80.692 milliers lei et en 1919 un déficit de 3.519.055 milliers de lei. (1)

Il est intéressant d'examiner à la lumière des chiffres, les perspectives d'avenir de la Nouvelle Roumanie.

Les produits agricoles tiennent le premier rang dans l'ensemble du commerce extérieur. Ils font l'objet d'exportations considérables et tendent par là même, à rendre fréquemment la balance de commerce favorable ; cette influence des céréales sur la balance générale du commerce apparaît nettement pendant la période de crises agricoles ou après une mauvaise récolte ; nous l'avons déjà remarqué au début de notre étude.

(1) L'Economiste européen. 4 Février 1920.

L'exportation des céréales est passé de 3.281.175 tonnes en 1906 à 4.017.767 tonnes en 1911, tandis que les importations ont été de 41.021 tonnes en 1906 et de 52.554 en 1911. Voici aussi les chiffres des exportations du blé par rapport à la production totale : en 1908 on a exporté 46.47 o/o de la valeur totale de cette production ; en 1909 : 53.48 o/o ; en 1910 : 61.08 o/o.

Examinons aussi les chiffres pour les autres produits du sol que nous rangeons sous le nom des céréales, en nous préoccupant surtout des exportations. On a exporté en 1916 : 603.433.725 kgr. de maïs et en 1911 : 1.555.331.849 kgr. On a exporté 184.789.393 kgr. du seigle en 1906 et 130.755.226 kgr. en 1911. L'orge représente 463.182.681 kgr. en 1916 à l'exportation et 475.164.291 kgr. en 1911. Enfin l'avoine : 169.399.121 kgr. en 1906 et 233.295.992 kgr. en 1911. (1)

Sur 600 millions de francs environ qui formaient la valeur de l'exportation avant la guerre, 500 millions étaient représentés par des céréales.

Quelle signification faut-il attribuer à ces chiffres ?

Une première remarque c'est que le commerce d'exportation est avant tout un commerce de céréales ; une seconde observation se dégage, que la progression des sorties est formidable. Ainsi la balance en 1913 se soldait par un bénéfice de plus 80.692 milliers de lei et en 1915 année qui a précédé l'entrée en guerre de la Roumanie, la balance se solde par un bénéfice de plus 237.240 milliers de lei.(2)

Mais pour l'année 1919 le chiffre des importations s'élève à 3.622.946 milliers de lei, tandis que l'exportation à peine atteint 103.891 milliers de lei. Il y a donc un déficit de

(1) Le commerce de la Roumanie, Thèse 1914. Stamatin.

(2) L'économiste européen. Février 1921.

3.519.055 milliers de lei. Ce chiffre ne doit pas toutefois prêter à l'illusion, ni évoquer l'idée de ce que sera l'avenir économique de ce pays. Ce déficit est dû principalement à une mauvaise production agricole, jointe en 1918 au manque des semences, de l'outillage agricole et aux opérations dues à la réforme agraire.

Dans l'avenir, la production sera très favorisée par l'annexion des provinces roumaines qui sont toutes des régions agricoles et dans ces conditions on peut penser que le commerce roumain se développera dans le sens qu'il suivait avant la guerre. Il est aussi évident que les paysans maintenant plus riches, plus à leur aise, pouvant travailler leurs terres avec des moyens perfectionnés, feront de la culture intensive et augmenteront de beaucoup, par conséquent, la production déjà considérable.

La situation de la Roumanie indique ce que doit être son commerce extérieur ; c'est évidemment un commerce d'exportation comme avant la guerre : exportation de blé, de maïs et d'autres denrées récoltées dans le pays.

La Roumanie, pays agricole, a la possibilité de se relever économiquement plus vite qu'un pays industriel où tout est à reconstruire. Une fois les moyens de transport rétablis, l'outillage agricole acquis, la Roumanie reviendra à l'état florissant d'avant guerre ; mais pour cela, elle a besoin du concours de ses alliés.

Et heureux serons nous de voir se réaliser les paroles de M. J. Triouiller : « Nous espérons que nos financiers et nos industriels seront moins âprement intéressés et leur activité se développera en Roumanie dans le sens d'une collaboration amicale et féconde avec des associés qui doivent rester avant

tout nos alliés et nos parents. » (1)

La Roumanie pourra alors voir sa reconstitution économique réalisée. Alors la Grande Roumanie pourra exporter deux millions de tonnes de blé. Il sera dès lors, comme dit M. Herriot (2), en état de surpasser la Russie séparée de l'Ukraine. Elle exportera plus d'un million de tonnes de maïs ; 50 milliers tonnes d'orge et d'avoine ; 200 milles tonnes de foin ; 100 milles tonnes de seigle. Elle sera un des plus grands facteurs de l'alimentation mondiale.

A côté d'un sol arable, d'une grande fécondité, la Roumanie a dans sa partie montagneuse des forêts qui comptent parmi les plus belles du monde. Grâce à la mise en valeur de ses forêts, la Roumanie est appelée à exporter du bois en quantité de plus en plus considérable. Mais la question des exportations, comme pour les céréales est celle des transports, où des réformes sont attendues. Ce problème se pose avec une implacable rigueur, puisque tout le développement de notre pays est conditionné par le rendement de ses moyens de transport.

Enfin la Roumanie possède une des grandes richesses : le pétrole. On sait quel grand rôle a joué dans la guerre et dans notre vie quotidienne l'huile minérale. Il y a là, une source de fortune immense. Aujourd'hui grâce à la réintégration dans le Royaume Roumain de ses anciennes provinces, la Roumanie va avoir de puissants gisements houilliers ; de gisements de fer en Transylvanie.

Avec ces puissants instruments de l'industrie moderne, la Nouvelle Roumanie sera dans une situation très privilégiée. Elle aura à la fois l'agriculture et l'industrie et une agriculture qui non seulement pourra suffire à tous ses besoins, très

(1) Revue de sciences politiques. 15 Déc. 1920.

(2) Di mine atza. 26 Mars 1921.

largement, mais qui lui fournira un élément d'exportation extrêmement considérable.

Dotée de ces immenses richesses naturelles et grâce à sa situation géographique, la Roumanie verra son commerce qui est si étroitement lié à la production agricole, prendre un nouvel essor.

Les temps sont sans doute, pas éloignés où des bateaux roumains transporteront directement aux ports du Levant, en Afrique, et même aux Indes, un grand nombre d'articles obtenus par la transformation de nos matières premières et ramèneront dans nos ports le riz, le coton, le caoutchouc, les denrées coloniales : des comptoirs roumains feront connaître les richesses de la Nouvelle Roumanie. La jeune génération, hardie, entreprenante, parcourera les mers et les pays lointains à la recherche de nouveaux débouchés pour notre production agricole et industrielle. Notre désir de voir la Roumanie jouer un grand rôle économique, nous a entraînés peut-être un peu loin ; mais que serait la vie si on n'y mêlait de temps en temps un peu de rêve ?

Les circonstances sont d'ailleurs pour nous, si nous sommes décidés au travail, à la lutte pour voir la transformation de ce rêve en une grande et belle réalité.

FIN

Vu : le Doyen,
LARNAUDE

Vu : le Président,
HITIER

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION : Coup d'œil sur la géographie de la Nouvelle Roumanie	I
CHAPITRE I : Les richesses agricoles	7
SECTION 1 : L'ancien Royaume	7
SECTION 2 : La Transylvanie	16
SECTION 3 : La Bessarabie	23
SECTION 4 : La Bucovine	27
CHAPITRE II : Le régime de la propriété rurale avant la guerre	29
SECTION 1 : L'ancien Royaume	29
SECTION 2 : La Transylvanie	32
SECTION 3 : La Bessarabie	35
SECTION 4 : La Bucovine	37
CHAPITRE III : Le régime de la propriété rurale après la grande guerre. — L'expropriation	39
SECTION 1 : L'ancien Royaume	40
SECTION 2 : La Bessarabie	50
SECTION 3 : Comparaison entre les decrets-loi concernant la réforme agraire	53
CHAPITRE IV : L'expropriation et la question de la production dans l'avenir	65
CHAPITRE V	79
SECTION 1 : L'expropriation et l'organisation de la propriété paysanne	79
SECTION 2 : Les mesures à prendre pour l'amé- lioration de l'agriculture	84
CONCLUSION : L'avenir économique de la Nouvelle Roumanie	95

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES FRANÇAIS :

- ABBÉ PAUL : La Nouvelle Roumanie.
- BAZILESCO : La réforme agraire en Roumanie. 1919 Paris.
- BOZIANO : La politique paysanne en Roumanie depuis la guerre. Thèse 1920.
- CAZIOT P. : La terre à la famille paysanne. 1914 Paris.
- DANAÏLA : Le commerce extérieur de la Roumanie. 1919 Paris.
- FOVILLE : Le morcellement. 1885 Paris.
- GHEORGHIU : La situation économique et financière mondiale. 1920 Paris.
- KABA JOHN : Étude politique et économique sur la Bessarabie. 1919 Paris.
- KAUTSKY K. : La question agraire. 1900 Paris.
- LÉVY R. G. : La Roumanie économique. (Conférence.)
- MARTONNE DE : La terre Roumaine. (Conférence.)
- MUZET : La Nouvelle Roumanie.
- PASSY H. : Des systèmes de culture. 1893 Paris.
- PÉLIVAN : La Bessarabie. 1919 Paris.
- ROCQUIGNY : Les syndicats agricoles et leur œuvre. 1906 Paris.
- SOUCHON : La propriété paysanne. 1899 Paris.
- STAMATIN : Le commerce extérieur de la Roumanie. Thèse 1914.

OUVRAGES ROUMAINS :

- CREANGA : Proprietatea rurala si chestia tzaraneasca.
CREANGA : Proprietatea rurala în România. 1905 Bucuresti.
GHEORGHIU : Repartitia proprietatii în Bucovina.
GIURGEA : Rapoarte din noile teritorii românești.
IONESCU SISESTI : Reforma agrara în România.
ISTRATI N. SI VALERIN POPA : Transilvania, Banat, Crisana,
Maramures 1915.
OSVADA V. : Reforma agrară pentru Transilvania, Banat,
Crisana, Maramures.

REVUES ET JOURNAUX :

- Analile statistice si economice 1920. Bucuresti.
Économiste Français 1920.
L'Économiste Européen 1920.
Revue des sciences politiques. 15 Déc. 1920.
Les journaux Roumains.

DECRETS-LOIS ET PROJETS DE LOI POUR L'EXPROPRIATION :

- Decret-loi de 18 Déc. 1918 pour l'Ancien Royaume.
Decret-loi de 22 Déc. 1918 pour la Bessarabie.
Projet de loi pour l'expropriation en Transylvanie.
Projet de loi pour l'expropriation en Bucovine.
Projet de loi pour la seconde expropriation dans l'Ancien
Royaume, par M. Garoflid.
Projet de loi par M. Vaïda-Voïvod.
-

